

défense de Occident

A193

Maurice BARDECHE :

La Décomposition morale des démocraties.



Diano BROCCHI :

L'Expérience corporative.



G. TRAVELLY :

Comment peut-on être raciste ?



François DUPRAT :

Un programme de politique étrangère : Nationalisme et Occident.



UNIVERSITY
OF MICHIGAN

OCT 7 1971

PERIODICAL
READING ROOM

CHAQUE MOIS, VOUS DEVEZ LIRE

L'ELITE

européenne

LA TRIBUNE DES NATIONALISTES

Spécimen gratuit sur demande
62, rue de Ponthieu, Paris (8^e)

CHAQUE SEMAINE, LISEZ

RIVAROL

l'hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne

en vente partout : 2,50 F

SPECIMEN SUR DEMANDE

354, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er})

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 19^e année

Juin-Juillet 1971. — N° 97

SOMMAIRE

La Victoire du M. S. I.....	3
Maurice BARDECHE : <i>La Décomposition morale des démocraties</i>	5
Diano BROCCHI : <i>L'Expérience Corporative</i>	15
G. TRAVELLY : <i>Comment peut-on être raciste?</i>	29
<i>Un Manifeste social-raciste</i>	43
François DUPRAT : <i>Un programme de politique étrangère : Nationalisme et Occident</i>	48
DOCUMENTS :	
<i>Communiqué de l'Association des Juristes pour le Respect de la Vie</i>	94

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du
N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 4 F
Abonnements. 1 an : 40 F
Etranger : 1 an : 42 F
Propagande 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs*

Paris-20^e — C.C.P. 65-35-65 Paris.

I
sav
de
nis
de
vot
et l
la r
pur
son
on
nou
insta
avec
direc
tenu
succ
popu
du n
une
Dar
une
dégag
Orien
de la
soviét
secteu
plus
qu'un
niste
et il e
du M
dans
Nou

La victoire du M.S.I.

La victoire électorale du M.S.I. réjouira nos lecteurs qui savent avec quelle attention nous suivons l'activité politique de ce mouvement. Cette victoire illustre l'usure des mécanismes de la démocratie ploutocratique et l'entrée en scène de cette majorité silencieuse qui jusqu'ici s'était contentée de votes moutonniers. L'inquiétude devant la montée de l'anarchie et l'étalement de l'impuissance des gouvernements de coalition, la recherche de formules nouvelles, le refus d'une abdication pure et simple devant le chantage gauchiste et communiste sont les raisons sociologiques profondes de ce succès. Mais on notera aussi comme un facteur déterminant l'orientation nouvelle donnée au M.S.I. par la direction d'Almirante qui a installé le M.S.I. sur une ligne d'opposition radicale et rompu avec l'orientation droitière et conservatrice de la précédente direction. C'est sur cette ligne politique constamment soutenue par **Défense de l'Occident** que s'est produit le premier succès important d'un mouvement d'opposition nationale et populaire en Europe. Il n'est pas douteux que des formations du même type dans les autres pays européens obtiendraient une certaine audience auprès de l'opinion.

Dans les circonstances actuelles, le succès du M.S.I. a encore une autre signification que la grande presse a moins bien dégagée. Les fautes de la politique américaine au Moyen-Orient ont eu pour résultat de rendre vulnérable la position de la 6^e Flotte américaine en Méditerranée. Devant la menace soviétique dans l'Est de la Méditerranée, l'Italie devient un secteur stratégique qui prend chaque jour une importance plus grande. Il est capital pour le gouvernement américain qu'un gouvernement de front populaire à participation communiste ne puisse pas s'installer dans la péninsule italienne, et il est significatif que, dans la presse américaine, le succès du M.S.I. ait été commenté en de tout autres termes que dans la presse européenne.

Nous ne devons pas nous dissimuler en effet que, si les

dangers de complication sont grands en Méditerranée, principalement du fait de l'abcès israélien, les chances d'une stabilisation de la paix grandissent, en revanche, chaque année, mais à condition que les Etats d'Europe prennent conscience de leur force et soient décidés à organiser leur auto-défense intérieure et extérieure. Les deux années qui viennent de s'écouler ont, en effet, modifié d'une façon insensible, mais assez profonde, le rapport véritable des forces dans le monde. Pour des raisons diverses, les deux géants de la politique internationale, qu'on pouvait regarder jusqu'en 1968 comme invulnérables, sont minés secrètement par des forces de désagrégation dont il est difficile de mesurer l'ampleur. Cette situation est publique aux Etats-Unis et les inquiétudes qu'on peut concevoir sur la solidité et la résolution des Etats-Unis en cas de crise ont été maintes fois exprimées. Cette même situation est secrète en U.R.S.S. mais elle n'en est pas moins sérieuse. Bien que peu connu sinon par les spécialistes, le malaise qui existe depuis quatre ou cinq ans en U.R.S.S. et qui ne cesse de se développer rend probablement l'Union Soviétique encore plus impropre actuellement à entreprendre une action de grande envergure que ne le sont les Etats-Unis. La politique de ces deux grands Etats est actuellement donc en partie fondée sur le bluff. Ni l'un ni l'autre ne sont capables d'offensive. C'est la Chine qui constitue le véritable danger : danger devant lequel les deux géants ferment les yeux, autant par aveuglement que par incapacité de prendre une décision. Toutefois, à ces deux grands Etats incapables d'offensive, il ne faut offrir aucune tentation ou plus exactement aucune occasion. Il ne faut pas de zone faible en Europe. Or, la crise que subissent en ce moment les grands Etats européens a pour résultat de faire de l'Europe une zone faible dans laquelle une situation dangereuse risque de se produire. Le succès du M.S.I. est donc, sur le plan international, un succès-pilote. La politique américaine, si elle était bien avisée, devrait souhaiter non seulement une Europe forte mais une Europe décidée à se défendre elle-même contre l'infiltration gauchiste et communiste. Peut-être l'importance stratégique de la victoire électorale du M.S.I. ouvrira-t-elle les yeux au Département d'Etat américain.

XXX

La décomposition morale des démocraties

La démocratie donne les fruits amers. Malgré l'euphorie des personnes en place, il est clair qu'une sorte de décomposition morale s'étend peu à peu. Ce ne sont pas seulement les désordres qui la rendent sensible, mais encore les tolérances grâce auxquelles ces désordres se poursuivent. Ce mal est plus grave que l'agitation de quelques énergumènes. Les « gauchistes » ne sont qu'une avant-garde : c'est l'esprit général de « refus » qu'ils annoncent qui est grave.

Disons d'abord que ce « refus » est légitime, c'est en cela qu'il est dangereux. Il est légitime d'abord « au fond » : les spéculations et les enrichissements scandaleux, le règne des maffia, la prépotence et l'insolence des technocrates, l'envahissement des métèques, la puissance de la ploutocratie anonyme, le « pharaonisme » hautain qui règle et supervise des millions de vies humaines comme s'il s'agissait des files de portefaix qui portent des pierres aux Pyramides sous les coups de sifflet des scribes, la pourriture, l'injustice et la contrainte partout, c'est malheureusement un tableau qui n'explique que trop la révolte et le dégoût. Et ce refus est inévitable aussi, en raison des circonstances. Le fonctionnement de la démocratie est faussé par dix ans de délégation du pouvoir. Nous vivons sous un régime qui n'est démocratique que de nom. Les divergences d'opinion ne sont plus représentées par les organes

normaux de la représentation. Les doléances ne peuvent s'exprimer que par des pressions illégales. Depuis dix ans, le gouvernement a cumulé les inconvénients de la toute-puissance et les somnolences de l'indécision. Il n'y a plus rien entre la rue et lui. En établissant un dialogue permanent entre les technocrates et les syndicats (deux pouvoirs inconstitutionnels), le gouvernement instaure lui-même l'illégalité. Il y a « refus » parce que nulle part le peuple ne « participe » au pouvoir, ni par les modes légaux de représentation, ni par un idéal, une pensée du régime auxquels il puisse s'associer.

Mais à ces deux causes du « refus » s'ajoutent des intoxications de l'organisme politique qui les aggravent. Ce sont deux causes de paralysie et d'anarchie qui viennent, l'une de la nouvelle mentalité populaire, l'autre de la mollesse et de l'outrecuidance des personnes en place et toutes les deux se combinent. Or, toutes les deux tiennent à l'essence de la démocratie : elles sont des germes nocifs que la démocratie a contenus dans son histoire, mais sans jamais pouvoir les faire disparaître.

La première est l'**incivisme** qui a pour origine la contradiction essentielle qu'il y a à l'origine de toute **démocratie**. Cet incivisme paraît d'abord impossible dans tout régime démocratique, puisque celui-ci est le gouvernement par le peuple, lequel devrait s'accompagner en principe d'un grand élan d'adhésion et d'enthousiasme populaire. Or, cette adhésion et cet enthousiasme doivent être bien difficiles à obtenir, puisque les régimes démocratiques en leurs commencements et en leur développement ont tous dû assurer le civisme par la contrainte ; et même que plus un régime est démocratique, plus la contrainte pour imposer le civisme est violente. C'est que tout régime démocratique donnant le **pouvoir** à la majorité dément aussitôt par là la **liberté** qu'il affirme. La démocratie ne peut pas respecter la liberté puisqu'elle force une partie des citoyens à s'incliner devant la volonté du plus grand nombre. Toute démocratie vit donc sur un mensonge, puisqu'elle promet comme le bien le

plus précieux cette liberté qu'elle ne peut donner : elle donne des **libertés**, mais la monarchie aussi.

Cette contradiction fondamentale fait naître et croître **l'incivisme** comme un produit naturel de la démocratie. Et l'on retrouve, en effet, dans l'histoire de toutes les républiques, ce dialogue insoluble entre la liberté et la démocratie. Le centenaire de la Commune qu'on célèbre avec tant de flonflons n'est qu'un épisode aberrant dû aux circonstances. Le véritable prototype de mai 1968, c'est 1848. Et c'est par là que les événements de mai 1968 ont une valeur symbolique. C'est en 1848 que la république, en sa première expérience véritable, a été submergée et emportée par cette contradiction essentielle qu'elle contenait. Car on a vu en 1848 tous les phénomènes, toutes les absurdités, tout le déchaînement d'anarchie et d'incohérence dont nous avons été les témoins en mai 1968, avec un parallélisme singulier, et l'origine en était la même : puisque la démocratie, c'est la liberté, donnez-nous la liberté, mais non pas au compte-gouttes, non pas sous surveillance, donnez-la totale et dans tous les domaines, liberté sexuelle, liberté de la femme, liberté de l'ouvrier, liberté du prêtre, liberté de l'Université. Tout ce que nous croyons neuf en notre temps avait été inventé en 1848, prêtres « gauchistes » et réclamant le mariage, clubs de femmes réclamant le droit à l'avortement, refus de la morale bourgeoise, et naturellement grèves et cortèges des ouvriers et barricades des étudiants. Chacun s'avance avec sa petite pancarte et s'écrie : « Pourquoi pas **mon idée** ? L'idée des autres, la liberté des autres, je veux bien, mais place à la mienne aussi ». Et comme la démocratie oppose à cette revendication la volonté du plus grand nombre, mais l'oppose faiblement, avec remords, en ayant conscience qu'elle **restreint** ainsi la liberté qu'elle proclame, elle fait naître à la fois **l'incivisme** qui a pour origine le mécontentement des déçus et **l'anarchie** qui a pour origine la mollesse des hommes en place pour combattre des revendications qui les embarrassent.

Or, nous en sommes au même point, nous sommes

empêtrés dans la même contradiction, mais notre situation est beaucoup plus grave parce que la population qui revendique est beaucoup plus nombreuse et qu'elle dispose de moyens beaucoup plus puissants. L'accroissement de la population travaillant à la production, le pouvoir de mobilisation illégal des syndicats, la vulnérabilité d'un mécanisme économique complexe et délicat mettent à la disposition de l'incivisme des instruments formidables. En outre, l'incivisme spontané, naïf et inoffensif de 1848 est devenu un incivisme politique, téléguidé par des spécialistes de la subversion, méthodique, stratégique et utilisable comme un facteur non seulement de la politique nationale, mais de la politique internationale. L'incivisme a ses régiments, ses états-majors, sa presse, ses alliés, ses armes. Mais la puissance de cet incivisme organisé est démultipliée par la connivence d'une partie de l'opinion qui, découragée de la surdité du pouvoir et de la morgue des technocrates ne voit plus d'autres ressources que dans la grève, l'obstruction ou l'inertie, formes bénignes de la « violence » qu'elle reproche aux gauchistes.

Si bien que l'incivisme, encore plus que la subversion, est partout. Et la signification de cette contagion de l'incivisme, c'est que personne ne **croit** plus à la démocratie, bien que tout le monde en récite le Credo. Tout le monde sait aujourd'hui que la démocratie n'a rien réalisé et ne peut rien réaliser de ses promesses de **liberté** et d'**égalité** : encore moins de **fraternité**. Mais les mots nourrissent longtemps les hommes. La plupart d'entre eux restent encore attachés à cette carcasse qui ne contient plus que des lampions. Mais ces lampions leur sont chers. Les associations d'idées, c'est ce qui a la vie la plus dure dans l'esprit des hommes. Ils savent bien depuis longtemps que le parti communiste n'est pas le défenseur du prolétariat, mais le défenseur des intérêts soviétiques : mais ils n'en répètent pas moins mécaniquement que le parti communiste est le « parti du peuple » et ils ferment volontairement les yeux et se prêtent à ses faux-semblants. Il en est de même pour la démocratie. Les hommes répètent les mots qu'ils ont

appris comme ils portent un veston : et il faut des années pour s'apercevoir qu'on peut sortir sans veston et qu'on n'en est que plus à l'aise.

Le consentement à une certaine discipline commune disparaît. Les gauchistes ne sont en ce domaine qu'une cavalerie légère plus audacieuse que le gros des troupes. En réalité, les autres refusent ce qu'ils peuvent, sabotent ce qu'ils peuvent et même volent ce qu'ils peuvent, et leur timidité ou leur impuissance seules les retiennent. Car les grèves sauvages et les obstructions diverses ne sont que des formes bénignes et virginales de ce que les grévistes et les obstruc-teurs reprochent avec indignation aux gauchistes. Mais ce qui est encore plus grave, c'est que, dans une opinion endormie et pour ainsi dire droguée, par la presse, par la télévision, par sa propre inconscience, la qualification même des actes s'estompe. Ce qui est plus grave que les sabotages et les attentats, c'est qu'il n'y ait pas de juges pour les réprimer : et surtout qu'une partie de l'opinion ne les ressente pas comme des crimes, les accepte avec fatalisme comme le prix inévitable du **progrès** et affecte de condamner également la répression et la criminalité. Dans cette dissolution générale de la démocratie, la seule conclusion que le peuple tire de ce papillotement de thèses contradictoires par lequel on l'éblouit est, en somme, cette idée simpliste : « La démocratie, c'est quand le peuple fait tout ce qu'il veut ».

*
**

L'autre cause de paralysie est simplement la transposition dans le milieu des gens en place de la même ataxie intellectuelle. Les gens en place ne croient pas, eux, bien entendu, à la démocratie : ils jouent seulement la comédie de la démocratie. Mais cette comédie a ses règles ou, du moins, ce qu'on croit être ses règles. Le mot de **liberté** est l'autel devant lequel il faut dire la messe tous les matins. Ce veau à cinq pattes installé dans le Saint des Saints inspire aux desservants une grande terreur. Il ne faut jamais rien faire qui soit

désagréable au dieu. D'où le culte aveugle de la tolérance qui transcrit sur la plan gouvernemental l'indifférentisme populaire. Dans la contradiction pouvoir du peuple ou liberté du peuple, le gouvernement Pompidou-Chaban a choisi la liberté, la liberté indéfinie, instructive, malade, qui finira par être le contraire de la liberté. Ce choix est inspiré par la volonté démagogique d'être populaire, c'est-à-dire **libéral**. Il est inspiré aussi par la volonté politique de se situer **à gauche**, ce gouvernement ne se consolant pas d'être un gouvernement de droite, élu par des électeurs qui lui ont demandé avant tout d'être le garant de l'ordre. Mais ce choix est inspiré surtout par **la peur**. Le gouvernement est conscient de son impuissance et il redoute par-dessus tout d'être pris dans l'engrenage des mesures autoritaires. Car, réagir contre les attentats et le vandalisme, prendre des mesures contre les gauchistes ou la poignée d'étudiants contestataires, il s'imagine que c'est se heurter du même coup aux organisations et aux syndicats de la subversion, s'exposer à une offensive de grèves politiques qui l'obligeront à capituler ou à vaincre, et par conséquent, déclencher un processus d'affirmation de l'autorité qui ne peut se terminer que par une restructuration de l'autorité. C'est devant cette tâche capitale qui commande la santé politique, l'économie, les finances, l'efficacité de la politique étrangère que le gouvernement se dérobe. Il est conscient de la dissolution de la démocratie, mais il se met un bandeau sur les yeux pour ne pas la voir, car il faudrait imaginer des remèdes. Il se laisse glisser doucement vers l'anarchie et par conséquent vers la guerre civile parce qu'il n'a pas le courage de prendre les mesures préventives qui sont aujourd'hui indispensables. Cette « chambre introuvable », ce régime plébiscité par une majorité indiscutable, a donné en deux ans un régime de la peur. Il a peur des fantômes comme un garde-champêtre terrifié par des ombres et suant sous le boudrier sur lequel on a écrit « La Loi ».

Il est triste qu'un homme intelligent comme Georges Pompidou soit responsable de cette faillite. On lui a

enseigné comme à moi, jadis, cette maxime fausse : **De minimis non curat prætor**. Ce sont les « péripéties » dont parlait son patron. Or, dans le monde moderne, ce sont précisément ces petits faits, ces « péripéties » qui émeuvent l'opinion, car la publicité qu'on leur donne en multiplie la résonance. Les « bains de foule » ne changent rien à cette vérité. Car ils sont précaires : le maréchal Pétain fut accueilli à Paris en juillet 1944 par un de ces « bains de foule » dont le général de Gaulle était encore si fier au printemps de 1969. Comment Pompidou ne comprend-il pas que ces projets ambitieux et passablement fameux qu'il pense qui doivent avoir la priorité dans ses préoccupations n'ont plus aucune valeur si la France devient « l'homme malade » dont l'avenir n'inspire plus confiance ? Quelle étrange « purée de pois » s'interpose donc entre l'homme au pouvoir et l'homme de la rue pour qu'on ne comprenne pas, quand on est enfermé à l'Élysée, qu'il est grave que des particuliers pensent à s'armer pour leur défense, que des tribunaux illégaux jugent et séquestrent, sanctionnent et vengent impunément, que des pouvoirs se constituent pour se substituer au pouvoir et que le régime voie s'installer sans réagir ces formes imprévues de la **mutinerie civile** ?

Il est clair qu'il existe actuellement une catégorie d'**asociaux** qui ont déclaré la guerre, non pas à une forme de société qu'ils déclarent injuste, mais à toute forme de société. Leur action ne relève pas de la politique, elle est une variété moderne de la piraterie. Ces « insoumis » se constituent de plus en plus en Etat dans l'Etat : ils prétendent avoir leurs tribunaux et ils ont des hommes de main pour exécuter leurs sentences ou leurs vengeances. Ils forment un « milieu » comme la pègre et ils prétendent vivre comme elle en marge de la société bourgeoise, dont ils rejettent comme elle la morale et les règles. On laisse agir ces deux pègres au nom de la liberté, par peur d'apporter une limitation à la liberté. Mais les **asociaux idéologiques** sont plus dangereux que les **asociaux professionnels**, car il n'est pas facile de devenir cambrioleur ou proxé-

nète, on n'est donc pas tenté, tandis qu'il est facile de se droguer ou de se faire avorter, cela devient une contagion.

Le gouvernement s'essouffle en vain pour adapter sa législation à l'ingéniosité de ces messieurs. Il arrive toujours trop tard et quand il a trouvé une parade à une invention nouvelle, celle-ci est déjà abandonnée pour des méthodes imprévues. Cette poursuite ridicule a pourtant lieu contre le gibier le plus facile à piéger et à mettre en sac. Car les **asociaux idéologiques** sont en aussi petit nombre que les **asociaux professionnels** et ils sont aussi faciles à repérer. Un coup de filet peut nous débarrasser des uns et des autres. Si tous les pays d'Europe tombent l'un après l'autre dans l'anarchie, la pornographie et la drogue, c'est parce que leurs gouvernements laissent faire. Ces trois tares disparaîtraient en quinze jours sous une poigne un peu ferme. Mais, évidemment, ce n'est pas ce qu'on peut attendre de Beau Chaban-Delmas qui se regarde gouverner dans la glace et trouve qu'il gouverne avec tant d'élégance et de grâce.

Il y a deux maffias du monde moderne. L'une est celle des spéculateurs, des prévaricateurs, des corrompueurs et corrompus, des trafiquants de tout poil et de toute couleur, des courtiers de toutes sortes, qui ne jouent aucun rôle dans la production, mais prélèvent au passage leur dîme sur tout ce qui se produit, parasites dont le luxe et le train est une insulte pour tous ceux qui travaillent. L'autre est celle des fabricants de poison qui ont pour métier de mettre en circulation les drogues dont meurent les nations et qui sont les rats porteurs de bacilles qui se mêlent à nous pour nous donner la peste. La tâche de tout régime propre est de mettre hors d'état de nuire ces deux maffias. C'est sur leur volonté de les combattre et sur leur décision dans ce combat que nous devons juger ceux qui se proposent pour nous gouverner. Nous sommes loin de compte avec les beaux messieurs qui paradent aujourd'hui sur les tréteaux. Et il faut avouer que nous ne sommes pas mieux servis avec les honorables

bedeaux qui composent le guignol de l'opposition centriste. A force d'être contents d'eux, ces beaux messieurs qui représentent les trois-quarts de l'opinion française se feront mettre à la porte par les butors qui sont les agents de Moscou et de Pékin. Notre échiquier politique est ainsi fait qu'on ne voit apparaître nulle part, du moins chez nous, la tête solide qui remettra de l'ordre dans la maison. Le nettoyage se fera bien un jour : mais si nous continuons ainsi, le nettoyeur sera quelque commissaire du peuple grimé en représentant du bon sens et de la morale.

Maurice BARDECHE.



NOTES CONJOINTES SUR LA SIGNIFICATION DE DEUX EVENEMENTS RECENTS.

Il ne nous paraît pas inutile de mettre en garde nos lecteurs sur la signification de deux événements qui viennent de se produire récemment et que la presse a un peu rapidement assimilés aux actes de brigandage ordinaires du gauchisme.

Le premier est l'enlèvement et l'exécution du consul israélien Hofstätter qui avait été lui-même l'un des auteurs de l'enlèvement et de l'exécution d'Eischmann. La presse mondiale a assimilé avec indignation cette action aux enlèvements accompagnés de chantage et d'extorsion de fonds dont nous avons vu de nombreux exemples depuis deux ans. Il semble que la nature de l'événement soit assez différente. L'enlèvement et l'exécution d'Hofstätter de la part d'étudiants palestiniens ne sont, en l'occurrence, que l'application du fameux « droit de suite » dont il a été très souvent question pendant la guerre d'Algérie. De même que les nations belligérantes ont réclamé à plusieurs reprises le droit de poursuivre en territoire soi-disant neutre les groupes armés qui s'y réfugient, de la même manière, dans la guerre engagée actuellement entre Israël et les Palestiniens, il est évident que les organisations palestiniennes revendiquent le droit de frapper

l'ennemi partout où il se trouve en territoire soi-disant neutre, soit pour des actions de représailles, soit pour des actions d'intimidation. Nous sommes très loin d'approuver sans examen cette interprétation du « droit de suite », mais encore faut-il comprendre que c'est de cela qu'il s'agit. La réserve des organisations gauchistes suffirait d'ailleurs à nous faire deviner : il est frappant que ces organisations qui se mobilisent à chaque instant, dès qu'un terroriste est menacé dans le monde d'un juste châtiment pour ses actes criminels, se sont contentées d'assister, sans un mot de protestation, aux brutalités bien remarquables de la police et de l'armée turque dans cette circonstance.

Un autre incident n'est pas moins digne de remarque. Ce sont les scènes de pillage du Quartier latin. On les a généreusement attribuées, en général, aux gauchistes. Les gauchistes ont protesté bien maladroitement dans leurs journaux en accusant la police de provocation. Il est pourtant difficile d'imaginer que des policiers se soient déguisés en émeutiers de vingt ans pour organiser une scène de pillage aussi parfaitement réussie. Néanmoins, on fera bien de prendre garde à plusieurs petits faits :

1° Les magasins visés étaient généralement des magasins juifs dont les propriétaires font des fortunes scandaleuses en profitant du désir naïf des étudiants pour les costumes multicolores qu'ils leur vendent à des prix usuraires ;

2° L'agression contre ces magasins juifs a eu lieu le 13 juin, anniversaire du déclenchement de la guerre des six jours, date qu'on n'aurait pas cru devoir être retenue dans les fastes des mouvements gauchistes ;

3° Cette initiative, qui est loin d'avoir été blâmée par la totalité des étudiants, recoupe curieusement les inquiétudes manifestées par la presse juive spécialisée et notamment par le *Judische Allgemeine* qui fait remarquer avec inquiétude les progrès de l'antisémitisme dans les milieux gauchistes, aussi bien en Allemagne que dans les autres pays européens.

Il n'est donc pas certain que le pillage des magasins du Quartier latin soit uniquement le fait de mouvements gauchistes. On notera en tout cas le caractère singulier que lui donnent les circonstances.

XXX

Diano BROCCHI

Diano Brocchi, signataire du présent article, est le responsable du secteur corporatif du Movimento Sociale Italiano (M. S. I.) et, en même temps, le Secrétaire général de la C.I.S.N.A.L., Confederazione Italiana dei Sindacati Nazionali dei Lavoratori. A ce double titre, cette contribution est précieuse pour notre revue et pour nos lecteurs.

L'Expérience Corporative

La crise du monde moderne (de la société moderne), crise popularisée par la contestation qui a éclaté dans tous les pays du monde et principalement dans ceux où la civilisation est la plus évoluée et l'économie la plus solide, depuis les Etats-Unis jusqu'au Japon, n'est pas un problème propre à ces dernières années.

Savoir si la crise dont on parlait déjà tant alors était une crise interne au système ou une crise du système lui-même fut un sujet longuement controversé dans les années 30.

Dans son fameux discours du 14 novembre 1933 prononcé au Conseil des corporations, Mussolini déclara catégoriquement : « La crise a pénétré si profondément le système qu'elle est devenue une crise du système lui-même ».

On dénonçait, avec cette affirmation, la fin effective de la phase libérale-capitaliste de l'économie. « Nous pouvons aujourd'hui affirmer, ajoutait en effet Mussolini, que le mode de production capitaliste est dépassé et avec lui la théorie du libéralisme économique, qui l'a illustré et en a fait l'apologie ».

Même Staline semblait faire écho à cette constatation dans son discours prononcé au 17^e Congrès du parti communiste

Russe quelques mois après, précisément en février 1934. Après avoir dénoncé lui aussi une crise mondiale, il l'explique par le fait « que la crise industrielle est une manifestation intérieure de la crise générale du capitalisme ».

L'analyse Stalinienne de la crise du capitalisme dans le monde occidental était (ou voulait être) évidemment une confirmation de la valeur du système qu'on avait déjà substitué au système capitaliste en Russie ; la critique Mussolinienne était la justification d'un nouveau système que l'on entendait mettre en pratique. En réalité, ce fut à cette occasion que fut annoncée la création des corporations avec lesquelles on entraît en plein dans l'économie corporative dont les premières manifestations avaient eu lieu dès 1927 avec la promulgation de la charte du travail.

L'idée, bien qu'elle ne l'ait été que vaguement, avait été lancée avant ; on peut dire dès l'assemblée de la place San Sepotero, au cours de laquelle furent fondés le 23 mars 1919, comme on le sait, les faisceaux de combat. Pourtant, depuis lors (époque à laquelle l'allusion faite aux corporations avait été vague et incertaine, au point de croire qu'elle pouvait faire soupçonner un désir de retourner aux anciennes corporations médiévales) depuis lors, donc, le chemin parcouru par le fascisme avait été incertain et oscillait entre les diverses tendances et oppositions qui le caractérisaient et qui étaient la conséquence naturelle de cette réunion improvisée, presque tumultueuse d'horizons politiques les plus éloignés, d'hommes et d'idées ; dans ce creuset ardent que fut cette célèbre assemblée de socialistes, d'interventistes, d'anarchistes, de nationalistes et de syndicalistes.

C'est pour cette raison que la politique économique du fascisme passa au début par une phase plutôt libérale ; puis entre 1926 et 1929 par celle d'une orientation corporative manifeste, avec des aspects de socialisme d'Etat pour se diriger ensuite avec détermination vers une phase que l'on pouvait définir comme « expérimentalement corporative ».

La charte du travail avait, comme nous l'avons dit, marqué le point de départ de la nouvelle organisation ; toutefois sa définition se ressentait de cette origine composite du mouvement fasciste et du monde que le mouvement fasciste se proposait de changer.

En fait, les déclarations VII et IX dans lesquelles tous crurent, avec conviction, pouvoir résumer l'esprit radicalement rénovateur du corporatisme étaient la dernière expression de ces tentatives de conciliation de l'individualisme et du socialisme.

Il s'agissait dès lors de vaincre ces restes d'idéologie du passé en résolvant le dualisme d'individu et d'Etat dont le libéralisme et le socialisme faisaient respectivement l'apologie. C'est exactement ce que se propose de faire le corporatisme à travers la corporation ; à l'intérieur de laquelle l'individu et l'Etat ne se seraient ni heurtés ni posé les limites conventionnelles postulées par le socialisme d'Etat, mais se seraient fondu dans un organisme nouveau qui aurait dû avoir la caractéristique de coïncider avec l'organisme productif.

En outre, du point de vue purement économique, au capitalisme privé et au capitalisme d'Etat, répondant respectivement aux principes du libéralisme et du socialisme, le corporatisme opposait un nouveau capitalisme dans lequel la propriété n'était plus arbitrairement privée ni bureaucratiquement collective, mais elle était celle du groupe organique auquel chaque particulier participait en fonction et en rapport avec les capacités que lui reconnaissaient la société corporative.

Le principe du corporatisme résolvait également le problème de la subordination, jusqu'alors admise et justifiée de l'économie à la politique, parce que la première n'était plus le monde de l'intérêt privé défendu par le libéralisme, ni celui du dur travail matériel exalté par le marxisme, mais bien celui d'une activité productrice dans lequel chacun aurait eu la possibilité d'exprimer, libre de toute préoccupation égoïste et d'exploitation d'autrui, sa propre personnalité humaine. Ainsi Politique et Economie se plaçaient-elles sur un même niveau ethnique qui les ennoblissait.

Dans son discours du 14 novembre 1933, dont nous avons parlé plus haut, Mussolini avait également repris une proposition avancée au sein du Conseil des corporations par Luigi Razza qui était celle de remplacer la Chambre des députés par un Conseil national des corporations qui serait né à la suite de sa réforme, c'est-à-dire après la création des 22 corporations. La proposition exacte de Razza sug-

gérât le remplacement de la Chambre par un Conseil national constitué par des représentants des producteurs et des consommateurs et qui, tandis que ceux des premiers, c'est-à-dire ceux des producteurs, auraient été élus par les catégories professionnelles à l'intérieur de circonscriptions délimitées de manière à remplacer le principe électoral territorial par celui du collège électoral syndical et professionnel ; les autres, c'est-à-dire ceux des consommateurs, auraient été désignés par le Parti National fasciste ainsi que par les consommateurs par voie de collèges électoraux territoriaux.

Les cinq années et plus qui s'écoulèrent entre ces propositions et l'institution de la première Chambre des faisceaux et des corporations qui advint en mars 1939 ne servirent, hélas, pas à les améliorer. Selon la loi qui l'instituait, les membres de la nouvelle Chambre y entraient, contrairement au droit, à la suite d'une nomination venue d'en haut, c'est-à-dire émanant soit du Conseil national des corporations (membres « effectifs »), soit du Conseil national du parti Fasciste.

Le système adopté en contradiction évidente avec les propositions de Razza, dévitalisait l'organisme auquel venait à manquer un contact direct avec les forces vives par lesquelles les représentants de la production et de la consommation auraient dû être élus, c'est-à-dire investis d'un mandat de libre représentation.

Après le Fascisme, dans l'hystérie destructrice exercée contre le « régime », le plus grand acharnement se porta souvent sur les institutions qui étaient les plus solides. Et ceci est exactement ce qui arrive au corporatisme. Surtout sous l'aiguillon polémique de la phrase de Mussolini : « Corporatisme et fascisme sont deux termes que l'on ne peut dissocier ».

La preuve en est l'acharnement des démocrates chrétiens qui, dans l'impossibilité de négliger le fait que le corporatisme avait tiré ses origines (sans naturellement en avoir fait un mystère) de ce que l'on appelle l'école Sociale-Chrétienne, se sont sentis frustrés. Ils allèrent jusqu'à échafauder à ce sujet une espèce de procès constitué par une série d'articles réunis dans un volume intitulé Vers

le **Corporatisme démocratique**, publié en 1951 par les soins d'Alberto Canaletti Gaudenti et de Saverio De Simon.

Ce procès fut au fond assez placide, excepté le fiel de quelques-uns (parmi les nombreux méfaits du Fascisme — dit, par exemple, en introduction à sa modeste contribution, le jeune Giorgio Pupini — il y a celui d'avoir « compromis l'idée corporative ») et finit par repropose l'actualité et même, dirons-nous, l'inéluctabilité d'une transformation corporative de l'Etat moderne sous forme naturellement d'un corporatisme démocratique.

Bottai s'associa aussi à ce réquisitoire dans un long commentaire fait sur ce volume dans les fascicules 3 et 4 (1952) de la revue **Le droit au Travail**, sous le titre **Vers le corporatisme démocratique ou vers une démocratie corporative**.

Tous — l'ex-ministre des Corporations compris — semblent manifestement préoccupés d'écarter avec soin tout danger d'apparaître comme « nostalgiques », c'est-à-dire de ne pas laisser entendre que cette expérience avait eu une valeur positive. Nous sommes ici également loin de l'étude objective « historique » qu'avaient dû faire les spécialistes étrangers du phénomène historique corporatiste ou du plaidoyer révisionniste qu'on aurait pu souhaiter et qu'auraient pu faire — comme on l'a dit — les corporatistes qui, dans une certaine mesure, avaient été responsables de cette expérience.

On n'a pas ici l'intention d'en faire tant, c'est-à-dire d'affronter ce problème complexe en se proposant de le résoudre d'une manière exhaustive. Nous nous proposons seulement de montrer une certaine objectivité et surtout de contribuer modestement à prouver que, non seulement, l'expérience Fasciste n'a pas compromis » — comme dit le jeune Pupini — l'idée corporative en en retardant ou en empêchant complètement la réalisation, mais qu'elle en a souligné l'actualité en accélérant son évolution et en esquissant ses possibilités. Si l'idée corporative n'est plus à la mode, si l'on a peur aujourd'hui de parler de cette idée, au lieu de s'appliquer à la réaliser, c'est uniquement la faute de ceux qui persistent opiniâtrement à nier la valeur d'une expérience qui, comme tout événement historique — d'après ce que l'on apprend au Lycée — marque invariablement un pas en avant dans le dur chemin de l'humanité.

L'objection fondamentale au système fasciste sur laquelle presque tous sont d'accord est l'impossibilité d'adaptation théorique entre le principe corporatif et celui de l'autoritarisme, c'est-à-dire la contradiction entre les principes qui inspiraient les institutions corporatives essentielles, à commencer par les associations syndicales, et ceux qui inspiraient l'organisation politique qui, à un certain moment, prit la direction et le contrôle de tout l'organisme corporatif.

En fait, les règles inspirées par l'auto-discipline et l'auto-direction corporative qui étaient à l'origine de la loi syndicale de 1926 et de la Charte du Travail elle-même, disparurent progressivement dans la loi du 5 février 1934 sur l'organisation des corporations, et dans les lois complémentaires qui la suivirent. A ces règles furent substituées celles qui, inspirées du principe d'autorité, réglaient la vie du Parti. Le fait même que, d'après cette loi, les membres des conseils des différentes corporations étaient nommés par décret et que ces conseils étaient présidés par un ministre, par un secrétaire ou un sous-secrétaire du P.N.F., également nommés par décret, indique clairement que le principe d'autorité avait décidément pris l'avantage, et même avait remplacé celui du libre choix.

Ce refus du droit de se gouverner soi-même, de se diriger, et, dans le fond, de s'éduquer, fut indubitablement une erreur du Fascisme.

Cela signifiait que le pouvoir exécutif autant que le Parti — qui se rattachaient tous deux à Mussolini — se réservaient la tâche de contrôler, de diriger une organisme en formation, au moins jusqu'à ce qu'il ait démontré sa capacité à continuer seul sans accompagnateur ni barrières. Fonction légitime que celle d'orienter et d'organiser que le Parti proposait d'assurer : mais à condition que tous aient eu l'intention de mener cette tâche à son achèvement et qu'ils aient eu une idée précise du but à atteindre.

En somme, que le Parti exerçât sa fonction de guide dans l'expérimentation du corporatisme ; que, malgré les principes de liberté et d'autonomie revendiqués par la nouvelle organisation et les statuts confédéraux qui en 1934 réaffirmaient l'investiture des responsabilités par la base, que le Parti exigeât de contrôler l'expérience, suggérât, approuvât ou

même désignât comme premiers responsables des organisations syndicales ou des corporations des hommes en qui il avait confiance, comme il le faisait pour d'autres institutions du régime, tout cela ne nous scandalisait pas. Tant que l'on eût, cela s'entend, confiance dans les intentions du Parti. Bien plus, nous pensions avec conviction que tout cela, le Parti devait le faire, car il nous semblait qu'une fois engagé dans la voie du corporatisme, surtout après le discours « historique » du 14 novembre, le P.N.F., c'est-à-dire tout le Fascisme, devait se consacrer à réaliser cette révolution sociale dans laquelle le Fascisme avait trouvé son expression originale et sa propre consistance : « La révolution est l'entrée des masses laborieuses, drapeau en tête, dans la citadelle de l'Etat ». « Une révolution pour être grande, pour laisser son empreinte dans la vie d'un peuple doit être sociale ». Telles étaient les paroles de Mussolini qui exprimaient notre foi dans la construction corporative.

La critique que l'on peut adresser au régime fasciste n'est pas celle qu'on lui adresse de toutes parts aujourd'hui, à savoir que le principe autoritaire avait étouffé le principe de l'élection et de l'autonomie dans le sens que nous avons déjà expliqué. Il est assez étrange, même absurde, qu'à ces critiques d'inspiration libérale plutôt que démocratique (du moins au sens que les gens de gauche donnent à cet adjectif) s'associent les communistes qui savent parfaitement, et mieux que quiconque, quelles sont les limites d'autonomie qu'un régime révolutionnaire peut concéder à des institutions au cours de leur phase de création. Ce qui nous importait principalement était que le régime sous la direction du Parti, restât fidèle à ses intentions et s'appliquât d'une manière intransigeante à la transformation radicale de l'Etat dans le sens révolutionnaire et social défini par les déclarations de Mussolini.

••

Tout ceci ne fut pas simple. On savait même que ce serait plutôt compliqué et hérissé de difficultés et beaucoup, surtout parmi nous, syndicalistes, l'avaient affirmé à de nombreuses reprises, et ceux-ci peuvent aujourd'hui, avec des intentions diverses, en fournir le témoignage.

Mais, en ce temps-là, il n'y avait pas de raison de penser qu'en définitive nous ne réussirions pas à vaincre les résistances. Il y avait, comme on l'a dit, dans la complexe mosaïque du fascisme plus d'une composante qui, bien qu'adroitement camouflée, représentait la réaction ou d'autres intérêts parfois plus respectables, mais qui n'avaient rien à faire avec notre corporatisme. On avait vu ces forces à l'œuvre dans différentes circonstances. Dramatique fut celle de 1924 quand la réaction provoqua la crise « quartarellinta » dont elle essaya, à travers l'assassinat de Mateotti, de faire endosser la responsabilité à Mussolini et au Fascisme. Une autre preuve, bien que moins flagrante, mais indéniable du point de vue doctrinal, fut en 1932 le Congrès de Ferrare où les représentants de la réaction subodorant le danger dans la thèse exposée par Ugo Spirito sur la « Corporation propriétaire » exécutèrent, pour ainsi dire, le lynchage moral de l'auteur de cette proposition. A cette occasion, Giuseppe Bottai, ministre des Corporations, accourut de Rome pour désavouer — dans un discours ambigu dont le prologue semblait un éloge — le jeune corporatiste qui avait fait dans son discours — dit textuellement le ministre — « non un pas en avant, mais un pas hors de la révolution » en courant le risque, ajoutait-il, « d'abandonner le drapeau sur-le-champ ». Et aujourd'hui, c'est Bottai lui-même qui, après la catastrophe, après la faillite de cette expérience, vient se joindre au chœur des critiques antifascistes en en répétant la ritournelle.

Déjà dans le chapitre intitulé « L'Échec du corporatisme » dans *Vingt ans et un jour*, publié au retour de son exil à la Légion Étrangère, Bottai tente de dresser son réquisitoire contre l'organisation corporative, coupable surtout, selon lui, d'avoir enlevé au syndicat son dynamisme par une intervention de l'État au nom de la discipline formelle, qui fit croire qu'il y avait entente et collaboration là où il n'y avait en fait qu'impossibilité de discussion. Le plus grand malheur fut, dans le fond, à son point de vue, la perte de la liberté d'action du syndicat, à partir du moment où les dirigeants furent nommés au lieu d'être choisis par voie de suffrage. Dans son commentaire de l'accusation formulée par les démocrates-chrétiens, dont nous avons parlé, il double la dose en attaquant le Parti qui « dans l'illusion de travailler pour

lui-même et pour son prestige, a **décorporatisé** la corporation en en falsifiant la procédure originale de formation par la base et en se substituant à l'initiative corporative qu'il jugeait trop lente dans ses différentes instances, en brûlant les étapes dans la conciliation des divers intérêts, conciliation dont l'utilité éducative était moins dans le résultat obtenu que dans le fait d'y parvenir d'une manière autonome ».

Au moins Bottai reconnaît-il que les intentions dynamiques du Parti auraient pu être un catalyseur dans une confrontation au cours de laquelle une des parties en cause pouvait croire qu'elle avait intérêt à pratiquer une politique d'obstruction.

Indubitablement, le Parti eut tort, mais surtout dans le fait qu'il permit aux forces réactionnaires de prévaloir constamment dans ce processus de formation, de sorte que malgré les accords collégiaux et les ententes réalisées, l'exercice du commandement resta toujours d'un seul côté.

L'idée corporative était restée à la limite du terrain, elle s'était arrêtée à la porte des usines. Il aurait fallu que, par la suite, elle dépassât ces limites et que les usines se corporatisassent.

Il était pourtant légitime d'espérer, malgré les doutes auxquels nous avons fait allusion, que le Parti aurait été capable d'atteindre ce but même si cela s'était produit au détriment de cette « efficacité éducative » dont parlait Bottai et à laquelle la réussite aurait pu remédier.

*
**

En reprenant le drapeau du corporatisme, on ne doit donc pas se proposer de refaire le chemin qui s'est fait, en remettant à nouveau au Parti (quel qu'il soit) les insignes de commandement pour qu'il fasse encore une fois prévaloir le principe de l'autorité sur celui de l'autonomie. L'examen de cette expérience nous montre, au contraire, ce qui aurait pu être et qui, hélas, n'a pas été.

Mais ce qui est arrivé ne signifie pas non plus que, sans la guerre, on n'aurait pas réussi, à la longue, à faire prévaloir le principe d'autonomie et de démocratie propre au corporatisme en le débarrassant des influences négatives exercées par le

Parti sur l'organisation, puisque ce dernier avait oublié les fonctions dynamiques et révolutionnaires qu'il proclamait et qu'il avait préféré se réserver une intransigeance de gendarme, sinon réactionnaire, du moins beaucoup plus orientée vers d'autres aspects de la vie politique que vers une société révolutionnaire.

A l'époque de la République Sociale, Mussolini s'était rendu compte que de toutes façons, soit à cause de la guerre, soit par faute du système, la méthode progressive appliquée pendant vingt ans pour réaliser sa politique sociale ne lui avait pas permis d'arriver au but fixé et que le sort défavorable de la guerre ne lui avait pas permis d'achever son programme, aussi voulut-il laisser un exemple définitif de la signification révolutionnaire, au sens social, du fascisme.

Cette résolution animait la jeune République qui, jusqu'au Congrès de Castel Vecchio tenu à Verone le 15 novembre 1943, avait solennellement affirmé que « l'âme sociale » du peuple était plus sûre maintenant qu'avec la monarchie, et qu'on pouvait désormais balayer de la vie italienne tous les réactionnaires qui s'étaient associés jadis au fascisme.

Le « Manifeste de Verone » (1) sorti de ce Congrès et qui inspirera la conduite du Fascisme républicain, dans les dix points consacrés à l'organisation sociale de la république, se relie directement à la loi syndicale de 1926 et à la Charte du Travail, en développant les principes qu'elles contenaient.

La loi sur la socialisation promulguée trois mois plus tard, le 12 février 1944, représente, en traduisant en règles juridiques les énoncés schématiques du Manifeste, une mise à jour de l'évolution du corporatisme .

Cette loi établit que les usines qui contrôlent les secteurs essentiels pour l'indépendance économique et politique du pays, ainsi que les entreprises fournissant les matières premières ainsi que l'énergie ou les services indispensables au déroulement régulier de la vie économique du pays, doivent être directement gérées par l'Etat.

Toutes les entreprises publiques ou privées, dès qu'elles

(1) Le Manifeste de Verone a été publié par *Défense de l'Occident* dans un de ses numéros de 1952.

dépassent une certaine taille, devaient être **socialisées**, c'est-à-dire que les travailleurs participent à leur gestion.

Le conseil de gestion, dans les entreprises publiques, devait être élu parmi les travailleurs de l'usine, cadres, ouvriers et services ; dans les entreprises privées, les organes administratifs prévus par le Code civil devaient être complétés par des représentants des cadres, ouvriers et services en nombre au moins égal à celui des représentants élus par l'assemblée des actionnaires.

Quant à la répartition des bénéfices des entreprises, la loi admettait une rémunération du capital apporté dans l'entreprise dans les limites d'un maximum fixé annuellement pour chaque secteur de production par le Conseil des ministres ; le reste, après constitution des réserves légales et dotation des investissements, devait être réparti entre les cadres, ouvriers et personnel des services proportionnellement aux rémunérations perçues au cours de l'année, sous la réserve que cette répartition ne dépassât, en aucun cas, 30 % des rétributions nettes versées au cours de l'année.

En outre, en application du 16^e point du Manifeste, avait été promulgué le 20 décembre 1943 un décret législatif qui dissolvait toutes les associations syndicales existantes et instituait l'unique **Confédération Générale du Travail, de la Technique et des Arts**, à laquelle était confiée la représentation juridique de tous les travailleurs précédemment représentés par les fédérations et confédérations dissoutes, y compris ceux qui exerçaient une libre profession intellectuelle ou manuelle ainsi que la représentation de ceux qui l'avaient été jusqu'alors par des associations patronales, à condition toutefois qu'à part leur éventuelle qualité de propriétaires, ils participassent directement à la vie de l'entreprise en tant que techniciens et directeurs effectifs.

La représentation syndicale concluant l'article 2 n'est pas reconnue au capital, à la propriété comme source de travail et de production, aux firmes et aux sociétés anonymes en tant que telles.

L'esprit de ce décret qui apparaîtra à certains comme suggéré par la nécessité d'une organisation technique est, en fait, exprimé clairement dans son exposé, dans lequel après avoir reconnu que « la révolution sociale contenue dans l'idée

fasciste, commencée dès la première expression du Mouvement, a dû suivre pendant plusieurs années une marche lente et parfois irrégulière à cause des obstacles que la classe capitaliste, protégée par la Monarchie, lui a opposés ». Il est affirmé, en outre, que « Le Duce avait depuis un certain temps déclaré que le moment était venu désormais d'écarter tout compromis et de veiller aux développements nécessaires du système » et qu'il fallait également « tenir pour certain qu'en s'apercevant qu'une telle décision était maintenant inéluctable, les grands capitalistes italiens avaient décidé de passer d'une résistance passive à une résistance active et qu'ils n'avaient pas hésité à coopérer, pour la défense de leurs intérêts, à l'organisation du coup d'Etat du 25 juillet, et à la collusion avec l'ennemi au moyen de la capitulation ».

Une fois les confédérations syndicales des vingt années balayées, le front du travail fut reconstitué avec une nouvelle organisation syndicale excluant ceux que l'on appelle « exploit-teurs », remplaça celle qu'avait créée la loi syndicale du 3 avril 1926. Ce fut l'objet du projet de décret du 8 mai 1944 qui, après une longue élaboration, entra en application par un décret du 18 janvier 1945.

La rédaction en avait été difficile, car il avait fallu surmonter de nombreux problèmes qui avaient surgi à la naissance de cette confédération générale débarrassée de la représentation « patronale », mais la nouvelle organisation syndicale réussit à donner une physionomie dynamique originale au monde du travail rénové par la socialisation.

La loi conférait aux groupes syndicaux de nouvelles tâches « de participation active à la vie politique, économique et sociale de l'Etat » et assurait une égalité juridique effective entre les producteurs, garantie d'une collaboration intime dans l'entreprise socialisée.

En vertu de cet élargissement de leur fonction, les syndicats « collaborent avec les organismes d'Etat à l'augmentation et au perfectionnement de la production ainsi qu'à la réduction des prix ; en disciplinant les rapports collectifs de travail »,

La disparition de l'opposition classique des classes ouvrières et patronales élimine le marchandage entre les parties et, dès lors, « le syndicat national établit les règles de discipline des rapports collectifs de travail », règles qui sont soumises,

pour approbation, à l'examen des « organismes corporatifs nationaux ». Les syndicats périphériques peuvent proposer des règles complémentaires à celles proposées par les syndicats nationaux afin de les adapter aux situations de certaines entreprises particulières spécialement pour définir la qualification des ouvriers et pour fixer les rétributions .

En attendant que les organismes corporatifs prévus entrent en action, le ministère du Travail, né du Commissariat national du Travail qui avait commencé depuis le 7 décembre 1943 son œuvre d'assistance et de protection de la classe ouvrière, veilla à l'application des règles de discipline dans les rapports de travail.

Dans son « discours du Lirico », qui fut le chant du cygne de Mussolini, ces mots résument le fond de la réforme de la République Sociale : « La socialisation fasciste est la solution logique et nationale qui d'un côté évite la bureaucratisation de l'économie à travers le totalitarisme de l'Etat et, de l'autre, dépasse l'individualisme de l'économie libérale ».

Parmi les derniers actes de la République Sociale — dans la déclaration du directoire du Parti, du 5 avril 1945 — l'allusion faite aux Corporations est particulièrement importante parce qu'elle insiste sur leur aspect nouveau qui les distingue profondément de celles qu'on avait lentement et difficilement organisées vingt ans plus tôt en faisant d'elles des organismes d'Etat dans lesquels l'égalité juridique des parties, ouvriers et patrons, se bornait à des vœux platoniques dont la réalisation dépendait finalement de l'arbitraire des chefs d'entreprises. « Quand la loi sur l'organisation corporative — dit cette déclaration — achèvera la nouvelle construction de l'économie nationale, les corporations devront être considérées comme « des institutions législatives et directrices » distinctes, par conséquent, autant des syndicats et de leur confédération auxquels il appartient d'élire les dirigeants des corporations, que des organismes gouvernementaux responsables de l'exécution des lois et de l'administration ».

Telle est, brièvement résumée, l'histoire du corporatisme que l'on a réalisé ou tenté de réaliser au cours de ces vingt ans.

Il est évident que, si la perte de la guerre n'avait pas brisé cette expérience, elle aurait subi d'autres développements et aurait définitivement éliminé ces perplexités qui sont restées parmi nous et pour l'élimination desquelles presque rien n'a été fait.

Quels sont exactement les rapports entre Corporatisme et Socialisation ? Faut-il penser que la Socialisation fut la flèche du Parthe dirigée par le Fascisme contre la grande bourgeoisie qui l'avait trahi et abandonné ?

Quel est le rapport entre Corporation et Syndicat ? Faut-il croire, comme Ugo Spirito il y a quarante ans, qu'il y a contradiction entre la notion de syndicat et celle de corporation ?

Le corporatisme exige-t-il pour se réaliser l'existence d'un parti unique ou peut-il se réaliser dans un système à plusieurs partis ? (Comme l'a cru, en 1951, un certain membre de la Démocratie chrétienne qui voulait un « corporatisme démocratique »).

Tels sont les thèmes fondamentaux sur lesquels nous devons concentrer nos réflexions pour offrir des solutions possibles à la crise de plus en plus grave et de plus en plus préoccupante que traverse notre époque. C'est à la lumière de ces expériences que nous avons à renouveler le contenu de l'idée corporatiste.

Diano BROCCHI.

Comment peut-on être raciste ?

Serions-nous tous racistes ?

Serait-ce être raciste que d'avoir le sentiment d'appartenir à un ensemble humain auquel nous relient des similitudes physiques, des coutumes, des croyances, des souvenirs à partir desquels nous nous situons parmi les hommes, de vouloir conserver ce cadre familial et refuser d'y admettre des éléments étrangers et inassimilables qui se proposent d'en changer la nature et le devenir.

Inspirée par l'instinct de conservation cette attitude que la plupart d'entre nous considère comme prudente et légitime n'en est pas moins condamnée comme raciste et présentée comme la manifestation d'une idéologie inhumaine et rétrograde par ses détracteurs qui la confondent à dessein avec le racisme hitlérien inspirateur d'exactions que la conscience réproouve.

L'Hitlérisme ne fut d'ailleurs qu'une application criminelle d'une certaine forme de racisme qui est en quelque sorte à l'idéologie raciste ce que l'Inquisition fut au Christianisme et les excès commis au nom d'une doctrine mais qui n'en sont pas nécessairement le corollaire ne sauraient ni la compromettre, ni justifier qu'on lui attache la responsabilité de violences étrangères à son enseignement.

Le racisme n'est pas une idéologie monolithique et parmi les diverses doctrines qui portent cette désignation terminologique certaines sont inacceptables en rai-

son de leurs bases hypothétiques, de leur dogmatisme, de leurs contradictions, de leur fanatisme religieux ou de leurs conséquences douloureuses.

Quant à la volonté d'une société de préserver son identité, de conserver et de transmettre l'héritage de civilisation qu'elle a reçu et qui constitue son capital d'évolution humaine, s'il faut l'appeler racisme, celui-ci se présente sous un aspect essentiellement défensif, exorcisé des démons de la violence et il échappe de droit à l'anathème de ceux qui en condamnent l'expression avant de s'interroger sur ce qu'elle signifie.

Cette forme de racisme ne saurait retenir le principe de la supériorité biologique d'une race sur une autre. Il est en effet déraisonnable de prétendre que les éléments de race blanche soient par nature plus vigoureux ou plus intelligents que les autres. Les compétitions physiques et intellectuelles apportent un démenti formel à de semblables prétentions. Elevés dans des conditions climatiques et sociales identiques, les individus appartenant à des groupes ethniques différents présentent des possibilités sensiblement égales et nulle relation certaine ne peut être établie entre les mensurations anthropologiques et les aptitudes intellectuelles.

Admettre le principe de l'égalité des races dans leurs possibilités n'implique cependant pas que l'on se refuse à examiner le problème que pose à la nation l'immigration massive des gens de couleur. Cette colonie est-elle vouée à constituer un corps étranger hostile et éventuellement dangereux pour nos structures sociales ou bien la nation est-elle en mesure d'assimiler sans dommages notables pour sa civilisation des groupes humains différents par leur éthique, leur mode de vie et leur caractère racial? Peut-on accepter l'éventualité d'une négrophication progressive de la population, admettre qu'elle puisse être sollicitée par des modes de vie que justifient les climats des tropiques ou des civilisations primitives? Le brevet d'antiracisme est à ce prix bien que ses adeptes se refusent au fond d'eux-mêmes à cette éventualité.

S'il n'est pas douteux que les antiracistes veulent éviter que le problème racial des Etats-Unis vienne un jour se

poser à la France avec les mêmes perspectives de désordres et de ruines, comme le pourraient-ils sans se trouver en contradiction avec leur attachement à une idéologie dont apparaît dès lors l'inconséquence ou l'hypocrisie ?

Vouloir intégrer des individus dont l'intelligence la sensibilité, les traditions se sont formées à l'école de civilisations situées sur un plan d'évolution différent, obéissant à des motivations qui n'ont jamais été les siennes risque d'être pour une société une aventure fatale à son équilibre et à son identité qu'elle ne saurait conserver en dehors du cadre dans lequel depuis ses origines elle vit et progresse, sans respecter les principes de son appréciation des valeurs qui caractérise sa civilisation.

Certes la civilisation occidentale n'est pas exempte de tâtonnements et d'erreurs, mais en revanche comment contester que sans ses initiatives marquées parfois de rudesse des continents entiers seraient encore plongés dans l'esclavagisme ou l'anthropophagie, que depuis plus de vingt siècles c'est elle malgré tout qui a choisi le meilleur chemin, qu'elle seule ou presque seule a donné les réalisations individuelles ou collectives qui font l'orgueil de l'humanité et que tous lui envient ? Que pourrait-elle emprunter de sérieux aux civilisations sémitiques ou africaines, à des peuplades ignorant encore il y a moins de cinquante ans le vêtement, le respect de la personne humaine, les bases de la culture, aveuglées par un sanglant fanatisme religieux ou racial ?

Feraient-ils maintenant illusion ces peuples encore mal à l'aise dans le costume que nous venons de leur donner, la bouche remplie de phrases récemment apprises dans nos manuels, quand ils font le procès de ceux qui ont ouvert leurs yeux à la lumière, alors qu'eux-mêmes conscients de leur néant s'efforcent d'imiter notre modèle et d'assimiler nos acquisitions culturelles dans le but de réaliser une efficacité matérielle qu'ils nous envient ? Cependant qu'à l'égard de notre éthique qui est à l'origine de notre promotion culturelle ils ne manifestent qu'indifférence ou mépris témoignant ainsi de la persistance du fossé qui sépare nos conceptions respectives sur les-

quelles reposent leur mode de vie et le nôtre, avec leurs institutions familiales, leurs principes d'éducation, leurs goûts esthétiques, leurs règles de l'honneur et leurs disciplines morales.

A l'exemple de ces semi primitifs que grise la perspective d'une promotion intellectuelle qui leur permette d'utiliser les acquisitions de la science occidentale, mais qui répugnent à se soumettre aux disciplines de notre éthique, certains parmi les nôtres oubliant ce qu'ils doivent au respect séculaire de ces contraintes, pourraient à leur tour les rejeter comme un fardeau inutile et trop lourd, se satisfaire de la seule efficacité scientifique et laisser libre cours à des instincts réfrénés par des siècles de continence mais toujours sommeillant au fond d'eux-mêmes.

Nulle civilisation ne peut avoir la prétention de rester imperméable à l'exemple d'une autre. L'expérience montre que le primitif lui-même est en mesure d'influencer le civilisé par son comportement évocateur de facilité, de naturel des premiers âges dont les évolués gardent au fond d'eux-mêmes une certaine nostalgie et la main qu'avec un large sourire apparemment inoffensif leur tend le primitif risque de les attirer vers le mirage d'un monde où l'indolence donne l'illusion du désintéressement et l'impuissance celle de la vertu.



Il y a loin de la condition pitoyable de l'Oncle Tom dont les vicissitudes ont ému notre enfance à la susceptibilité agressive que témoignent aujourd'hui la plupart des gens de couleur dans leurs rapports avec les Blancs qu'ils semblent vouloir tenir pour responsables d'une négritude dont ils ont pris douloureusement conscience.

Sans vous les Blancs, paraissent-ils dire, nous ne saurions pas que nous sommes des nègres. Ce sentiment de frustration pourrait être partagé aussi bien par les uns que par les autres, mais ce qui diffère essentiellement dans les attitudes de l'homme noir et dans celles de l'homme blanc réside en ce que celui-ci accepte sa con-

dition physique sans amertume, sans révolte, sans complexe, pour ainsi dire sans y songer, tandis que le Noir considère sa pigmentation et ses traits physiques comme une malédiction de la nature dans laquelle il trouve la raison de son désespoir et de sa révolte. La race blanche lui apparaît alors comme le miroir maudit révélateur de sa négritude et qu'il rêve de briser un jour dans un geste de colère libératrice.

Ce n'est pourtant que dans la mesure où l'homme de couleur accepterait sa condition naturelle que le problème de la coexistence raciale pourrait trouver une solution, mais la prise de conscience par le Noir d'une infériorité raciale même injustifiée l'empêche de vivre en harmonie avec le Blanc. Croyant trouver dans sa négritude la raison des différends qui l'opposent à l'homme blanc et l'explication de ses échecs son âme est ulcérée de chacune de ses déconvenues qu'il juge inéluctables.

Le Noir se sent frustré de l'estime que chacun réclame de son semblable et qu'il recherche au prix de tant d'efforts. Il se trouve ainsi dans l'impossibilité de recevoir des autres cette preuve de soi que tout homme veut obtenir pour se la donner à soi-même. Dans les regards hostiles, curieux ou simplement qui se dérobent il lit sa condamnation à l'exil d'un monde qui se refuse à lui. Une douloureuse et perpétuelle déception lui semble le corollaire de ses attitudes : fait-il preuve de soumission il est payé de condescendance, d'application et de ponctualité dans son travail on le juge servile, veut-il manifester sa dignité on le trouve arrogant, cherche-t-il à être aimé on le soupçonne de vice, même ses bonnes fortunes ne sont dans son esprit qu'une conséquence de son aspect mystérieux et troublant ou bien de quelque sentiment de pitié, jamais il n'est sûr d'être aimé pour lui-même, l'âme comprise.

C'est ainsi que même la conquête enfin réalisée d'une compagne blanche qui lui apparaissait jadis comme le symbole d'une suprême libération lui apporte l'amer sentiment de n'avoir pu réaliser son désir de s'intégrer à la société européenne, malgré tout il reste un cas, un isolé, un étranger et il le sait.

On comprend dès lors les accents de désespoir et de colère par lesquels le Noir exprime sa rancœur à l'égard d'un monde qui se refuse à l'aimer et à le comprendre.

« J'ai peur de cette civilisation
« Si dure, si forte, si froide.

Langstone Hughes.

Prenant conscience de la relation précaire et douloureuse qui le rattache au monde blanc, le Noir comprend qu'il s'est fourvoyé dans la société et la culture européenne qui ne l'acceptent pas comme un élément organique.

« Parce que nous vous haïssons vous et votre raison, écrit Césaire, nous nous réclamons de la démence précoce, de la folie flambante du cannibalisme tenace ».

« Tantôt je rêve, dit le Haïtien Broussard, d'une brousse immense baignée de lune où s'échevellent de suantes nudités, tantôt à une case immonde où je savoure du sang dans des crânes humains ».

Telle est la réponse significative d'intellectuels noirs à une civilisation qui leur est étrangère et dont ils perçoivent le mépris. Leur refus souligne l'impossibilité d'une adaptation aux règles sociales d'un monde dont les normes ne sont pas les leurs.

Pour que le Noir se sente à l'aise parmi les Blancs il faudrait que ceux-ci évitent avec soin toute attitude susceptible de lui signifier sa négritude, qu'ils ne lui donnent l'impression de remarquer ni sa couleur, ni son odeur, ni sa voix, nul enfin de ses traits physiques, qu'ils accèdent encore à tous ses désirs... Voilà qui demanderait une telle application, un comportement si étudié, si artificiel qu'il serait lui-même suspect. Il faudrait encore que le Noir oublie son appartenanc à une race différente, qu'il s'oublie en quelque sorte lui-même corps et âme.

Parmi les gens de couleur seules quelques individualités évoluant dans une élite à laquelle elles appartiennent peuvent y trouver une confrontation sociale harmonieuse

de
ard
ire.

dans laquelle toutes possibilités de heurts ont été soigneusement écartées par l'intelligence, la délicatesse, une grande politesse, une suprême habileté. Ce climat artificiel est évidemment irréalisable en milieu populaire où les contacts personnels de la vie quotidienne sont plus étroits, plus directs, altérés de rivalités professionnelles ; milieu fermé, combien plus impénétrable que celui des intellectuels avec son mode d'existence bien à lui, ses attitudes précises inimitables par lesquelles on reconnaît d'emblée l'appartenance au monde des ouvriers, des paysans ou des petits employés.

ou-
nd
tro-
ga-
ai-
nce
ne
de
sa-
à
er-
ne
or-

Dans ce milieu où la grande majorité des émigrants noirs est appelée à vivre, comment leur accorderait-on ce qu'on refuse à un compatriote simplement fourvoyé dans une classe sociale qui n'est pas la sienne ?

Comprenant la vanité de vouloir se fondre dans une communauté qui les refuse, les Noirs ne peuvent que se replier sur leurs propres collectivités afin d'y retrouver leur identité. Dans la promiscuité du bidonville le plus sordide ils trouvent plus de chaleur humaine que dans un immeuble de luxe où tout semble condamner leur intrusion, dans un dortoir misérable étouffant d'humanité ils éprouvent le précieux sentiment de retrouver leur âme et leur identité, de rencontrer l'estime et le soutien, ils ont la possibilité de bercer en commun leur douleur et d'évoquer ensemble leur savane ou leur forêt natales.

cs
de
on-
on
ils
ait
ti-
re
ié-
et

La nuit seule apporte à ces bagnards une liberté provisoire, troublée encore par l'invariable perspective des durs labeurs, du froid qui perce, des nourritures étranges qui font la désespérance des lendemains.

és
u-
se

Quel rêve insensé les a conduits vers nos cités ! Comment ne haïraient-ils pas cette aventure que leur imagination voyait jadis si belle sous les tropiques et plus encore les exploiters de leurs illusions et de leur misère ; Industriels et professionnels de l'antiracisme. Les premiers obéissant à l'égoïsme le plus sordide voient dans cette nouvelle forme d'esclavage le moyen d'utiliser à leur profit une main-d'œuvre servile et peu coûteuse, les autres sans égard aux conséquences de cette immigration tant pour les immigrants que pour leur pays servent le

dessein d'une minorité dont l'objectif poursuivi méthodiquement et sans scrupules vise à dépersonnaliser les sociétés occidentales, à leur enlever toute vigueur, à décoller de sa terre ancestrale l'Antée européen pour le transformer en un pantin ridicule, un guignol aboulique dont ils n'auront plus qu'à tirer les ficelles.

Quelque misérable que puisse apparaître la condition de l'immigrant noir, sa présence attire les regards où se mêlent successivement la surprise, la curiosité, la pitié et finalement une certaine acceptation née de l'habitude. Il en résulte qu'entre certains individus noirs et blancs s'établit progressivement une osmose sociale à travers laquelle la répulsion première fait place au désir de se connaître moralement et parfois même physiquement suivant une loi naturelle d'attraction que l'homme exerce sur son semblable.



L'immigration massive des musulmans d'Afrique du Nord représente actuellement une masse de près d'un million d'individus dont le type racial se diversifie de la race noire presque pure à la race blanche la plus authentique. Pour les éléments de couleur les difficultés de leur existence en milieu européen sont celles-mêmes que nous avons examinées dans le chapitre précédent, cependant que pour tous, l'Islam, expression religieuse d'un mode de vie et d'une échelle des valeurs spécifiques au monde sémitique, dresse entre Européens et Arabo-Berbères ou si l'on veut entre chrétiens et musulmans une barrière dont la présence peut échapper à certains mais qui se révèle infranchissable à tous ceux qui tentent d'en éprouver la réalité.

Ce qui ne signifie pas que le problème religieux soit ici fondamental car cette incompatibilité réside bien plus dans la différence des éthiques que dans la diversité des dogmes dont les principes essentiels sont sensiblement identiques, également inspirés de l'enseignement juïque dont ils représentent respectivement une déviation sans en renier la succession.

L'immigration Nord Africaine pourrait apparaître bénéfique si elle apportait une option nouvelle susceptible d'enrichir l'âme de la nation. Cependant pour que cette option puisse être intégrée, pour qu'elle puisse s'inscrire parmi les enseignements qui constituent la somme d'expérience dont s'instruit la nation pour se guider vers l'avenir, il faudrait qu'elle soit elle-même la conclusion d'épisodes vécus par elle et non par un groupe ethnique étranger, faute de quoi cette option lui demeure étrangère, sans lien avec l'indispensable continuité dans laquelle s'élabore le devenir.

Chaque émigrant d'Afrique du Nord apporte avec lui une conception de l'existence, des rites, des habitudes, une notion des valeurs qui nécessairement vont se trouver en conflit avec ceux du milieu européen. C'est ainsi qu'il est couramment admis que les Arabo-Berbères sont difficilement assimilables bien que leur importance numérique ne constitue pas l'obstacle essentiel à leur dilution dans l'élément ethnique français. La difficulté de leur assimilation réside bien plus dans l'irréductible incompatibilité de deux modes de vie dont l'un repose sur des bases rationnelles et l'autre sur des principes théologiques, qui ne correspondent pas aux mêmes stades historiques de l'évolution humaine et qui résultent de conditions climatiques différentes.

Pour qu'une symbiose harmonieuse puisse s'établir entre immigrants et autochtones, il serait indispensable que les uns et les autres acceptent de renier l'héritage historique auquel ils doivent leur personnalité ethnique. Nul ne s'y résoudrait et nulle contrainte extérieure n'y parviendrait. L'histoire ne rapporte pas d'exemple de groupe humain dont l'évolution éthique ait brûlé les étapes, pour lequel « le temps soit sorti de ses gonds ». Ce raccourci ne serait d'ailleurs qu'un non sens, la négation de la foi en la prééminence de son propre mode de vie indispensable à un groupe ethnique pour préserver sa personnalité en même temps qu'elle lui est un obstacle à son enrichissement du témoignage étranger. Celui-ci ne peut agir qu'à la manière d'un catalyseur des possibilités incluses dans les aspirations du groupe sans jamais en

devenir immédiatement et en totalité un élément organique.

Penser que l'exemple du progrès matériel né de la civilisation européenne puisse entraîner l'adhésion des Arabo-Berbères aux principes de cette civilisation serait une pure illusion. C'est une chose d'utiliser les résultats du progrès et c'en est une autre de se soumettre aux lois du rationalisme scientifique qui le conditionnent. Supposons qu'il y a deux millénaires un peuple ait apporté aux Celtes ou aux Germains voiture automobile, poste de télévision ou mitraillette nul doute que très vite ils aient appris à manier un volant, à tourner des boutons ou encore à tirer une gâchette, mais il est plus que douteux qu'ils en aient conclu à la nécessité d'étudier les sciences exactes et à celle d'abandonner leurs coutumes et leurs superstitions.

C'eût été plutôt une invitation à se détourner de ces études fondamentales longues et difficiles quand il leur suffisait d'étendre la main pour en recueillir les fruits. Il faut attendre plusieurs générations pour que la rencontre de deux civilisations se manifeste autrement que par un contact superficiel et essentiellement pragmatique sans engagement de la conviction. Il est symptomatique à cet égard d'observer en Algérie ou au Maroc une musulmane conduisant sa voiture le visage caché par le voile traditionnel ou le musulman regardant la télévision entouré de ses épouses. En France l'immigrant Nord-Africain extérieurement européenisé par le costume et le langage, capable d'exécuter correctement son travail d'usine n'en explique pas moins ses infortunes par la volonté d'Allah, par celle des Esprits ou par le pouvoir des sortilèges, il règle autant qu'il le peut son mode de vie sur ses traditions ancestrales qu'il ne saurait permettre aux spéculations rationnelles de contester.

Sans doute le surnaturel n'est-il pas absent de la conscience européenne, mais il s'y présente comme un refuge discret très intime et qu'elle ne s'avoue qu'à elle-même, alors qu'il domine l'activité intellectuelle de l'Arabo-Berbère, garde le dernier mot dans son conflit avec

le rationnel, sûr de lui-même soutenu par une assurance granitique.

La divergence de ces convictions fondamentales établit entre nos groupes ethniques respectifs un fossé que ne saurait combler l'utilisation commune des réalisations du progrès, elle s'inscrit en négation de la foi qui réunit les hommes dans le sentiment d'une destinée commune et dans l'unité des démarches pour la réaliser.

L'incompréhension marque nécessairement les rapports entre les hommes qui cherchent leur destin sur des voies différentes. Cependant cette diversité d'orientation est insuffisante à expliquer une hostilité latente parfois, mais dont la réalité ne saurait échapper qu'à ceux qui n'ont pas vécu au contact des Arabo-Berbères sur un pied d'égalité, sans avantage hiérarchique qui donne à ces rapports une base artificielle. Si, par exemple, Bertrand Russel a pu écrire dans sa « Conception du monde » que « chrétiens et musulmans sont devenus amis », c'est qu'il n'a jamais habité ni médina d'Afrique du Nord ni banlieue parisienne.

C'est par un tel manque d'expérience du « vécu » que s'explique le préjugé favorable de ceux qui n'ont des Arabo-Berbères qu'une connaissance superficielle ou livresque. D'autres depuis longtemps blasés sur les misères de leurs compatriotes croient devoir manifester une sympathie scandalisée au spectacle d'infortunes qui frappent leur attention parce qu'elles leur sont insolites, mais dont ils ne savent ni discerner les causes ni mesurer l'impact affectif faute de connaître les mœurs de ces populations.

Certains encore dont les rapports avec les Africains du Nord reposaient sur des bases artificielles, riches colons, administrateurs, officiers, leur témoignaient cette condescendance amicale que l'on accorde à des subordonnés dont la servilité est le gage de la subsistance. Quoi qu'on ait dit ou écrit les grands bénéficiaires de la colonisation disposant de richesse ou d'autorité n'éprouvaient dans l'ensemble aucun sentiment d'hostilité à l'égard des colonisés, du moins jusqu'à l'effondrement du système.

A-t-on jamais vu un maître se donner la peine de

haïr son serviteur quand il lui est si facile de le rappeler à l'ordre ou de s'en séparer ? « On ne hait pas celui qu'on méprise » a dit Nietzsche.

Susceptibles d'éveiller pour un temps l'intérêt, la curiosité ou la pitié, il reste significatif que les Arabo-Berbères n'ont jamais su retenir l'estime ou l'amitié durables tant de ceux qui se sont spécialisés dans une étude approfondie de leur vie sociale que de ceux qui ont étroitement partagé leur existence quotidienne. On connaît la sévérité des jugements de Renan, les critiques du grand sociologue arabe Ibn Khaldoun, ainsi que l'hostilité historique de leurs voisins Turcs et Persans ou plus récemment la méfiance à leur égard des diverses populations européennes qui vécurent en Algérie pendant plus d'un siècle. On ne saurait être sans raison rejeté par tous et toujours. Le mépris ou l'hostilité des Turcs et des Persans ne peut s'expliquer par des divergences religieuses quant à ces « Pieds noirs » qu'une opinion mal avertie ou mal intentionnée présentait comme une minorité de racistes haineux, qu'étaient-ils ?

Une génération spontanée d'affreux réactionnaires, de cruels égoïstes, d'orgueilleux ariens assoiffés de sang musulman ? Mais chacun sait que la plupart venus de France, d'Espagne, d'Italie, issus de races très diverses étaient presque tous de petites gens, que nombre d'entre eux étaient nés de parents déportés en Algérie pour leurs idées libérales, qu'ils élisaient des députés progressistes voire communistes.

Si la Métropole hésitait, surtout en temps de paix, à reconnaître en eux le visage de ses fils, c'est que la steppe africaine et surtout le contact social des autochtones les avait à leur insu transformés. Il en résultait un particularisme qui les éloignait de leurs frères de métropole sans pour autant les rapprocher des indigènes. Une certaine communauté de goûts et d'attitudes se compensait par la prise de conscience du caractère fondamental de l'hostilité qui séparait les deux communautés.

Il n'est pas impossible que demain la colonie Nord-Africaine donne en France la même médiocre leçon et qu'elle communique à notre jeunesse son goût du dé-

brillé, de l'indiscipline, de la lubricité et de la violence.

Chaque société possède sa propre personnalité, son particularisme instinctif exprimé par des archétypes, croyances et attitudes qui témoignent d'un passé lointain au cours duquel les groupes ethniques se sont formés dans une lutte opiniâtre et diverse contre les éléments et les hommes.

C'est ainsi que les motivations profondes des Arabo-Berbères sont liées à leurs conditions d'existence dans des zones semi-désertiques, entrecoupées d'oasis ou de fertiles alluvions, terres promises trop exigües sans cesse ruinées par la convoitise du nomade famélique. De cette invitation au pillage proposée par une extrême disparité des richesses naturelles, compliquée de rivalités pour le partage d'un maigre butin est issu un monde de violence, cependant que la dispersion sur de grands espaces, la mobilité, l'agressivité et la pauvreté des clans rendaient illusoire et trop onéreux l'établissement d'une autorité supérieure susceptible en les sanctionnant de mettre un terme aux déprédations et aux effusions de sang.

En dehors de la tribu ou clan tout était permis dès lors qu'il était possible. Certes, il restait le correctif moral exprimé par l'enseignement coranique. Mais que dit exactement le Coran ? le livre de la révélation divine dont aucun musulman ne saurait aujourd'hui encore nier ou retrancher une seule lettre ?

« Tuez-les où que vous les trouviez. C'est le sort qui est réservé aux infidèles » Cor. S. II, v, 189.

Nous sommes loin du précepte évangélique « Aime ton prochain comme toi-même ». Toutefois le mépris de la vie d'un ennemi serait une banalité s'il n'était ici l'expression même de la volonté divine. Au « Tu ne tueras point » formel, ne laissant aucun échappatoire s'oppose dans l'éthique musulmane l'encouragement sans réserve au meurtre de l'infidèle. Seul le meurtre du musulman est soumis à certaines justifications et codifié par la fixation du prix du sang (diya) qui est laissée à l'appréciation des proches de la victime soit qu'ils y renoncent, soit qu'ils l'exigent.

Dans les préceptes coraniques le Musulman trouve une justification au règlement de compte individuel et à la violence. « O croyants, le talion vous est *prescrit* contre le meurtre, homme libre pour homme libre, esclave pour esclave, femme pour femme » Cor. S. II. v, 176. « Le talion est la meilleure sauvegarde de la vie, ô hommes d'expérience » Cor. S. II. v, 177.

Comment dès lors s'étonner des cruautés, mutilations, tortures, assassinats perpétrés par les Arabo-Berbères au cours des événements qui ont précédé et suivi l'indépendance puisqu'ils étaient légitimés par le livre sacré ? Celui-ci ne fait d'ailleurs que répondre au goût ancestral des Sémites pour le sacrifice sanglant. Le culte que les Arabes vouent à leur ancêtre Abraham n'est pas fortuit. On eut pourtant compris qu'ils aient tenu rigueur à celui qui avait chassé leur aïeule Agar cette domestique séduite par son maître et jetée ensuite sur le chemin du désert avec son fils Ismaël. Il n'empêche que cet ancêtre présumé fait l'objet d'une vénération qui ne s'est jamais démentie au cours des siècles et dont nul autre prophète ne fait l'objet à l'exception de Mohammed. Ce culte s'adresse à l'homme du sacrifice accompli au nom de la foi transcendante, inconditionnelle, inhumaine, dépassant les frontières de l'éthique. Tandis qu'à l'horreur du sacrifice humain dont l'inspiration nous paraît impensable de la part d'un Dieu susceptible d'aimer les hommes s'ajoute pour nous le sentiment d'un conflit intellectuel, d'une contradiction entre cet ordre d'immoler et l'enseignement de sa loi « Tu ne tueras point », le Musulman, nullement arrêté par une réaction sentimentale ou logique s'extasie devant cet exemple de l'exaltation de la foi. On voit ici quelle barrière sépare peuples musulmans et chrétiens.

G. TRAVELLY.

Un manifeste Social-Raciste

L'implantation de l'antiracisme depuis vingt ans comme doctrine officielle des Etats européens occidentaux est un des succès majeurs de la propagande juive. Nul n'est citoyen à part entière dans les démocraties occidentales s'il ne confesse d'abord un antiracisme dont la profession de foi est devenue aussi obligatoire que celle du symbole de Nicée parmi les catholiques d'autrefois. Cette déclaration préalable d'antiracisme est d'autant plus singulière dans les démocraties occidentales que toutes les classes sociales pratiquent, en fait, dans leur vie privée, un racisme qui admet très peu d'exceptions : car le paysan considère comme une catastrophe que sa fille épouse un nègre, l'ouvrier de chez Renault qui trinque sur le zinc avec son camarade musulman ne l'invite pas chez lui, le jeune interne antiraciste n'épouse pas la fille de salle martiniquaise ou camerounaise avec laquelle il couche, du reste, quand quelque besoin l'aiguillonne et le grand bourgeois qui lit *L'Express* et *Témoignage chrétien* ne prend pas comme directeur de la société qu'il dirige un portoricain diplômé d'Harvard ou de Princeton. Notre société, en dépit des apparences, est donc une société qui reste profondément raciste.

Néanmoins l'antiracisme constitue un danger parce qu'il diminue la capacité de défense des déshérités, des niais ou des snobs. C'est en effet dans les bidonvilles, parmi les illettrés ou chez les étudiants que se rencontrent des exemples

d'accouplement qui restent encore exceptionnels, mais dont la prolifération peut devenir rapidement un danger pour des parties entières de la population.

Si l'on s'interroge sur la persistance de l'antiracisme comme doctrine dans un pays où le racisme est si solidement implanté dans les mœurs, on s'aperçoit vite que l'antiracisme est essentiellement un thème de propagande de la radio ou de la grande presse qui n'éveille aucun écho dans les masses. Dès lors, il n'est pas difficile de détecter la cause véritable de l'établissement de l'antiracisme comme religion d'Etat.. C'est essentiellement une ligne de défense capitale de l'occupation juive en Europe. Car, l'antiracisme officiel n'a nullement pour objet de faciliter notre compréhension des peuples noirs ou jaunes, il s'accorde très bien au contraire avec l'égoïsme ploutocratique qui nous rend si indifférents aux difficultés économiques des pays sous-développés et qui nous fait considérer comme peu dignes d'intérêt les effroyables catastrophes qui se déchainent sur des peuples entiers, comme celle qui en ce moment a pour résultat non pas de décimer mais véritablement de détruire le peuple du Bengale. Toute notre vie, toute notre conduite, toute notre politique nous affirment chaque jour que l'antiracisme n'est nullement une doctrine d'amour, mais un prétexte et une comédie, un dogme destiné à rendre invulnérable la toute-puissance des Juifs dans le monde occidental. Ce qui inspire l'antiracisme, ce n'est pas un esprit de justice, mais c'est un esprit de haine, la haine contre tous ceux qui contestent la ploutocratie démocratique à direction juive qui s'est installée partout en 1945.

A la vérité, l'étroite surveillance dont le racisme est l'objet n'a d'égal dans l'histoire que les persécutions que les chrétiens du IV^e siècle firent subir aux sectes qu'ils appelaient hérétiques. Malgré les efforts de la propagande officielle dans le monde entier, les petites églises racistes ne sont pas mortes. Elles survivent et se manifestent. Pourchassés partout, accablés sous des procès sans nombre, étouffés par la règle du silence, les groupes racistes n'en viennent pas moins de donner une preuve de leur vitalité par la publication du petit livre que nous présentons aujourd'hui à nos lecteurs, **Nous autres racistes**, présenté par G. A. Amaudruz et publié

aux Editions Celtiques à Montréal (6655 rue Saint-Denis à Montréal).

Divisé en trois parties, précédé d'une introduction et suivi d'une très importante bibliographie, ce petit livre traite successivement des problèmes suivants : **Comment se pose le problème du racisme, le Manifeste social-raciste et les Commentaires de ce manifeste.**

Dans l'introduction, l'auteur rappelle d'abord l'activité des néo-racistes dans les années qui ont suivi 1945 :

« En 1945 la victoire des « démocraties » fut aussi celle de l'antiracisme et de sanglantes épurations se prolongèrent sur le plan des propagandes par un tir de barrage. Néanmoins en France, René Binet publiait en 1950 **Théorie du Racisme**, il fut un des cinq membres fondateurs du **Nouvel Ordre Européen** en 1951, et écrivit encore **Socialisme National contre marxisme**. En Allemagne, Friedrich Ritter éditait lui-même les trois volumes de **Das Offenwarte Leben** dont nous parlons plus loin. De même, en 1969, Jürgen Rieger éditait un opuscule, **Rasse, ein problem auch fur uns**. En Italie, Julius Evola, par de nombreuses œuvres, a maintenu le flambeau après guerre. Mentionnons encore les articles de Gamma dans **La Legione** et ceux de Pino Rauti dans **Ordine Nuovo**. En Amérique, biologistes et anthropologistes repoussaient victorieusement l'offensive de l'U.N.E.S.C.O. A côté de Grégor, des noms comme Garrett, Gates et Swan ont franchi l'Atlantique et nous demanderons à nos amis du Nouveau Monde mieux placés de compléter notre bref aperçu. »

La première partie, **Comment se pose le problème**, est consacrée entièrement à la question de l'hérédité. Nous en extrayons le passage suivant qui nous a paru significatif :

« Pour l'homme, le diagnostic de Friedrich Ritter est grave. L'arrêt de la sélection naturelle accumule le déchet humain jusqu'au moment où celui-ci parvient aux leviers de commande politiques et met l'Etat au service de sa conservation individuelle. Alors que les animaux supérieurs pratiquent couramment le sacrifice individuel (la chatte défendant ses petits jusqu'à la mort ou l'oiseau sa couvée), le dégénéré humain, inférieur en cela au plus humble chimpanzé, non seulement refuse ce sacrifice, mais sacrifie les générations

futures au maintien et à l'accroissement de ce déchet. Et Friedrich Ritter passe en revue tous les secteurs de la décadence moderne dite « civilisation » et met en lumière les actions antisélectives émanant de chacun d'eux. »

*
**

Une des parties les plus intéressantes de ce premier tiers de l'ouvrage et une de celles que nos lecteurs consulteront avec le plus de profit est l'énumération des objections faites au racisme et des réponses qui peuvent leur être opposées. On trouvera là, sous une forme extrêmement modérée, des réponses raisonnables et pertinentes qui démontrent bien le caractère fictif et arbitraire du dogme antiraciste.

*
**

La deuxième partie de l'ouvrage, intitulée **Manifeste social-raciste**, est un document officiel émanant des groupes racistes à la suite de vingt ans de travaux et de congrès divers. Indiquons à nos lecteurs que le **Nouvel Ordre Européen** est une organisation parallèle au **Mouvement Social Européen** dirigé par Per Engdhal, mais qui n'a aucun lien organique avec celui-ci. Ce mouvement, né en 1951, groupe différentes sections nationales, peu nombreuses numériquement d'ailleurs, mais travaillant avec méthode. Le **Manifeste social-raciste** est un document assez court d'une vingtaine de pages mais d'un contenu très dense et que nous ne pouvons entreprendre de résumer dès ce premier article.

La troisième partie, formée de commentaires sur les différents points du **Manifeste**, est extrêmement riche au point de vue intellectuel. Ces commentaires montrent très bien, en effet, comment la défense de la race se confond actuellement avec la défense de la nation, par suite de l'importance de facteurs qui ne sont pas seulement biologiques, mais qui sont également moraux et intellectuels et qui interviennent dans le processus de dégénérescence dont nous sommes les témoins. Citant un des auteurs américains dont se réclame le racisme, l'auteur écrit : « A. James Gregor a montré comment chaque nation est une race à un certain stade de

formation. Nous savons en effet depuis Vacher de Lapouge que le milieu social a remplacé la nature dans la sélection humaine. On peut en dire autant du milieu historique, des guerres et des paix ainsi que du milieu moral. Nietzsche déjà relevait la sélection biologique exercée par les valeurs morales et religieuses, dominant une société et Rosenberg déclare : « Chaque race a son âme et chaque âme sa race, sa propre architecture intérieure et extérieure, son aspect caractéristique, jusqu'au geste trahissant son style de vie, son équilibre propre entre les forces de la volonté et de la raison. Chaque race produit en fin de compte un seul idéal suprême. Celui-ci est-il altéré ou même détrôné par d'autres systèmes sélectifs, par l'infiltration massive de sang et d'idées allogènes, cette transformation intérieure se traduit au-dehors par un chaos, par une époque de catastrophes. Car une valeur suprême entraîne une structuration bien déterminée des autres impératifs vitaux : elle modèle le style d'existence d'une race, d'un peuple, d'un groupe de peuples apparentés à une nation donnée » (*Le Mythe du Vingtième Siècle*, I, 6) et si le système de valeurs allogènes parvient à détrôner l'ancien, « cela signifie la mort d'une âme culturelle qui disparaît alors de la surface terrestre jusque dans son incarnation extérieure ».

On méditera cette page significative qui décrit si justement et si complètement non seulement la dégradation, mais la disparition à notre époque de l'idéal humain qui avait structuré jusqu'au XX^e siècle l'âme des peuples d'Occident. Cette citation donne un exemple de la richesse de ce petit livre que nous recommandons vivement à nos lecteurs comme sujet d'instruction et de méditation.

XXX

Un programme de politique étrangère : Nationalisme et Occident

Le texte important qu'on trouvera ci-dessous est le résumé d'un entretien avec François Duprat, membre du bureau politique d'Ordre Nouveau sur les principes qui peuvent inspirer la politique étrangère d'une organisation d'opposition nationale.

La politique étrangère a toujours été un des facteurs les plus négligés par les groupes politiques nationaux ou nationalistes. Or une telle attitude représente une erreur politique grave, car elle empêche de présenter aux personnes intéressées ou même indifférentes une vision du monde qui soit cohérente et logique. L'un des principaux reproches faits aux nationalistes est d'aggraver les conflits entre les Etats. Il faut donc démontrer que loin de plonger le monde dans de nouvelles guerres féroces, la solution nationaliste peut seule lui assurer un libre développement dans la paix et le bonheur.

I

1° QU'EST-CE QUE L'OCCIDENT ?

Il importe de définir d'une façon forcément partielle et sommaire notre notion de l'Occident. Cette notion peut être développée sur plusieurs plans différents mais

complémentaires. Il est évident que nous devons articuler notre notion d'Occident en deux termes différents :

a) L'Etat d'Occident intégralement défini dans le quatrième chapitre.

b) Les alliés de l'Etat d'Occident définis dans les trois autres.

Lorsque nous parlons d'un Etat faisant sa révolution nationaliste, il faut entendre par cette notion un Etat qui est non seulement nationaliste, autoritaire, populaire et hiérarchisé, mais aussi et surtout pro-Occidental et allié de l'Etat d'Occident (par exemple c'est le régime de Nasser qui a certains traits de l'Etat nationaliste et qui pourtant par sa politique étrangère se classe objectivement parmi les ennemis actuels de l'Occident).

1) L'Occident représente alors l'ensemble des nations participant à la croisade contre le communisme.

2) L'Occident représente l'ensemble des pays qui ont fait, font ou feront la révolution nationaliste sans aide extérieure importante.

3) L'Occident représente l'ensemble des pays où un mouvement a lieu en faveur du nationalisme.

4) L'Occident représente un ensemble de pays appartenant au même substrat culturel, civilisateur et ethnique.

L'Occident est donc composé des pays réunissant les conditions que nous venons d'exposer. Dans ce large cadre se place l'action du mouvement dans la défense de « l'Occident partout où il se bat ». Notre mouvement soutient l'action des combattants de l'Occident en vue de la victoire finale sur le bolchevisme. Tous ceux qui dans le monde accomplissent un acte dirigé contre le communisme sont des alliés. Tout échec au communisme est une bonne chose pour notre nation et pour notre Révolution Nationaliste. Tous les problèmes sont liés. La victoire du Nationalisme en France est la condition même de la victoire de l'Occident. Mais elle ne pourra avoir lieu dans notre pays que si l'Occident continue à faire face à la menace communiste.

2° L'OCCIDENT ET SON COMBAT

L'Occident ne pourra s'unir que dans la lutte contre un ennemi commun. Cet ennemi a été, est et restera le communisme qui, par sa volonté d'unifier le monde selon des normes inacceptables de nivellement, et ses projets de conquêtes impérialistes perpétuellement tramées à Pékin comme à Moscou, représente en permanence un ennemi inexpiable pour l'Occident. Aucun accord ne peut être envisagé avec lui, aucun *modus vivendi* ne peut être trouvé. Il faut détruire le communisme sinon l'Occident sera détruit par lui. Ce combat n'est pas seulement une lutte négative contre le communisme. Il s'agit au contraire, de lui opposer une conception positive de la société où l'homme pourra librement développer sa personnalité. Le combat contre le communisme passe d'abord par la construction d'une société plus valable que la société communiste. La société capitaliste actuelle est aussi néfaste que le communisme, qu'elle favorise par son existence même. La victoire sur le communisme passe par la disparition de l'Etat capitaliste et son remplacement par l'Etat populaire. Une fois cette transformation acquise l'Occident offrira une véritable alternative au bolchevisme, et non pas la prolongation des injustices accumulées par le capitalisme depuis la révolution industrielle. L'Occident au combat, c'est d'abord l'Occident débarrassé des souillures et des scories du capitalisme. C'est l'Occident de la paix et de la liberté, de la justice et de la prospérité face aux assassins communistes, de Katyn, de Berlin Est, de Budapest, de tous les pays où pour le malheur de l'humanité, flottent les drapeaux rouges de l'esclavage communiste.

3° LES U.S.A. AU COMBAT

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les U.S.A. apparaissent comme le principal barrage contre la menace communiste. Par leur aide économique aux nations européennes, ruinées et dévastées, au travers du plan Marshall, par leur bouclier atomique du *stratégic air command* face aux menaces russes, par la création

de l'O.T.A.N. les U.S.A. ont permis à une partie de l'Europe d'échapper au communisme. Par contre leur action lors des combats pour la défense de l'empire, a été très souvent opposée à celle des vieilles nations de l'Europe (encore que les Français en Algérie aient pu largement utiliser les stocks U.S.-O.T.A.N. pour leurs opérations militaires contre le F.L.N.). La politique de rapprochement Russo-Américaine, commencée sous la présidence d'Eisenhower, avait marqué une tendance très nette du gouvernement Américain à cesser toutes luttes actives contre le communisme. Mais les crises d'Amérique Latine, dues à l'action du Castrisme, et surtout la 2^e guerre du Viet-Nam ont conduit les U.S.A. à reprendre une lutte active contre le communisme, celui de Pékin à défaut de celui de Moscou. Depuis lors les U.S.A. apparaissent comme les principaux combattants de l'Occident. Contre eux se déchaînent, avec les mêmes arguments, ceux qui trahissaient nos soldats durant la guerre d'Indochine. C'est bien le combat des mêmes contre les mêmes. D'un côté les communistes, les progressistes, les traîtres professionnels, aujourd'hui Vietnicks, hier poseurs de bombes; de l'autre marines U.S. et paras vietnamiens, frères d'armes du para français et du harki musulman. Malgré les tares de leur régime capitaliste libéral, les Américains, unis aux Coréens du sud, aux Vietnamiens, aux Australiens, aux Néo-Zélandais et aux Philippins luttent les armes à la main contre le communisme et ce seul fait est décisif. Tant que durera sous sa forme actuelle, la guerre du Viet-Nam, les U.S.A. seront et resteront à la pointe du combat pour la victoire de l'Occident. Nous ne croyons pas en Nixon mais nous croyons au peuple américain, dont la très grande majorité a conservé intact son patriotisme, son anticommunisme, et sa foi dans notre civilisation occidentale.

4^o *LES U.S.A. ET LA DEFENSE DE L'OCCIDENT*

Du fait de leur stratégie globale dans la défense du monde libre, les U.S.A. se trouvent dans une position de contestation généralisée face au bloc socialiste. Sen-

tinelle avancée du monde occidental à Berlin, combattant directement le communisme au Viet-Nam, encerclant d'une série de bases militaires la Chine populaire, bouclier atomique des puissances alliées, les U.S.A. apparaissent comme le moteur de l'agrégat que représente le bloc de l'Ouest face au bloc soviétique. Partout dans le monde les U.S.A. prennent la relève des anciennes puissances pour se substituer à elles dans le cadre d'une politique mondiale de présence. Mais cette présence est conditionnée par de nombreux facteurs tant politiques qu'idéologiques, sociaux, économiques ou culturels.

1° L'impérialisme économique des U.S.A. : dès la seconde moitié du XIX^e siècle les capitaux américains affluèrent en Amérique du Sud et Centrale. Faisant concurrence aux capitaux anglais, alors prédominants, ils permirent aux U.S.A. de s'assurer un contrôle très complet sur la vie même des Etats d'Amérique Latine. La diplomatie du Dollar entraînait vite la politique du « big stick » (gros bâton) sous la présidence de Théodore Roosevelt, avec l'intervention des marines lorsque les biens américains étaient menacés. Ainsi se créèrent de véritables empires économiques, et les compagnies américaines (United Fruit décrite sous le nom de *el papa verde* par Miguel Angel Asturias) devinrent les propriétaires quasi officiels où elles s'étaient installées. L'abandon du « big stick » puis l'adoption de la politique des bons sentiments sous Wilson et Franklin Roosevelt amenèrent une légère diminution de la pression américaine, mais qui se camoufla plus qu'elle s'atténua. Car la première guerre mondiale et surtout la grande crise de 1929 conduisirent les U.S.A. à réaliser par toutes sortes de pressions une union pan-américaine, transformant le continent américain tout entier en une chasse gardée pour l'influence des Etats-Unis. La doctrine de Monroe devint : « L'Amérique aux Américains... du nord ». Une telle politique allait provoquer une farouche réaction antiyankee que symbolisèrent des chefs aussi différents que le colonel Peron, Fidel Castro ou Ayo de la Torre. L'impérialisme U.S. représenta et représente la meilleure chance pour le communisme de se développer en Amérique du Sud. Cuba est un pôle

d'attraction pour une partie des peuples sud-américains, non par les côtés positifs d'un régime en pleine crise économique et politique, mais par les réflexes purement nationaliste et anti-américain exprimés par le slogan leit-motiv du régime Castriste : « La patria o La Muerte ». Lorsque les U.S.A. luttent contre des groupes Castristes en soutenant des gouvernements oligarchiques corrompus, ils prouvent qu'ils défendent là des intérêts sordides. Les U.S.A. sont d'ailleurs hostiles à l'action des jeunes officiers baptisés « nassériens » qui nationalistes et anti-communistes veulent à la fois rendre leur pays indépendant politiquement et économiquement et vaincre le communisme en défendant mieux que le castrisme le principe de la libération de l'Amérique Latine de toutes influences étrangères contraignantes.

En Afrique et dans le monde Arabe, la politique américaine a consisté à profiter du vide provoqué par la décolonisation pour implanter son influence. Mais la création de sortes de bases économiques complètement séparées de la vie économique des pays où elles se trouvent peut paraître une source de rancœurs perpétuelles. Ainsi l'Aramco en Arabie Séoudite qui vit en vase clos entièrement à l'écart du pays. Les Américains sont tellement liés à la structure de leur société qu'ils ne peuvent dans leur immense majorité que la recréer où qu'ils se trouvent. Mais cette société, antinomique avec toutes les sociétés des pays sous-développés ne peut donc que provoquer des heurts entre Américains et autochtones. Il est en effet exact que plus les sociétés sont différentes plus elles s'opposent en ne pouvant se concilier. La société industrielle américaine est à l'opposé des sociétés arabes ou négroïdes. Plus le progrès se développe et plus l'écart augmente. Il est certes regrettable pour l'entente entre Américains et indigènes que l'Aramco exploite le pétrole à l'américaine plutôt que d'une façon typiquement arabe. De même que l'Américain transplanté vive à l'américaine plutôt que selon les coutumes du pays : mais on ne peut leur reprocher. L'implantation américaine dans le tiers monde est toujours liée à la stratégie des bases, ce qui représente une erreur tant tactique que

psychologique. Il est historiquement établi qu'un système de points forts (politiques ou économiques) n'a jamais assuré un contrôle permanent si ces points se trouvaient dans un milieu hostile ou indifférent. Aléatoire et précaire l'influence américaine ne repose que sur la colossale puissance matérielle qui se profile derrière ces points forts. En Asie l'impérialisme américain a été beaucoup plus loin car il a essayé de créer une nouvelle société américaine, lors de l'écrasement militaire de l'empire du Soleil Levant. Le Japon, occupé par l'armée du général Mac Arthur, dut se plier à une américanisation forcée, à l'abandon des caractéristiques principales de sa civilisation, en fait à un génocide culturel. Ce génocide s'est avéré un échec piteux. Une nouvelle fois, le Japon qui, au XIX^e siècle, avait réussi à assimiler les techniques européennes, sans perdre son originalité, a pu intégrer les facteurs positifs de la société U.S., tout en rejetant les facteurs incompatibles avec son développement culturel. En Asie, aussi, le repliement américain sur lui-même, entraîne une opposition grandissante, car ce repliement aboutit à créer un Etat dans l'Etat partout où les Américains sont admis. Or de tels faits sont inacceptables pour les nationalistes locaux ce qui représente un gros atout pour les communistes, dont la propagande est axée presque exclusivement sur des slogans nationalistes (appel à la bourgeoisie nationale, lutte de libération nationale, etc...).

II° *LES U.S.A. ET L'AIDE AU TIERS MONDE*

Ils l'envisagent sous une forme strictement utilitaire. Il s'agit d'un système de défense plus que d'une planification logique; de ce fait l'Egypte de Nasser a eu droit à une aide substantielle des U.S.A. pour prévenir un alignement de la R.A.U. sur le bloc soviétique jusqu'au moment où des intérêts juifs étrangers à la politique américaine ont fait abandonner ce principe de conduite.

L'Amérique Latine a vu un développement de l'aide dans le cadre de « l'Alliance pour le Progrès », du fait de la

menace castriste à partir de 1960-1961. L'Europe fut aidée par le Plan Marshall, par suite de la menace de subversion communiste dans les années 1946-1947. Chaque initiative américaine a pour but le colmatage de positions menacées. Elle est donc en porte-à-faux et se laisse imposer la loi de l'adversaire, sur le terrain choisi par lui.

L'aide américaine est inadaptée aux pays aidés. Sans atteindre le niveau de certaines grossières erreurs soviétiques et chinoises, elle porte souvent sur des plans d'aide immédiate, et non de réorganisation durable. Le propre de l'aide U.S. est donc d'être éternelle : l'envoi de blé et de lait en poudre aux Indes pourra se poursuivre pendant des siècles, sans que jamais le peuple Hindou puisse parvenir à une autonomie vivrière. La politique américaine vise à la création de zones clientes du marché U.S., non à la création d'entités économiquement indépendantes. Les grands trusts américains (tel l'Anaconda Co en Bolivie, cassant les efforts de Paz Estensoro en vue de libérer son pays de la tutelle capitaliste) aggravent la situation économique des Pays sous-développés en pratiquant une baisse des prix des matières premières, baisse systématique. Cette baisse des prix, jointe à une hausse parallèle du prix des produits manufacturés, équivaut largement à la totalité de l'aide aux pays sous-développés depuis 1945. Cette politique de pseudo-charité, coïncidant avec une politique d'exploitation par les grandes compagnies américaines, interdit de pouvoir croire à la possibilité pour les U.S.A. de développer économiquement de façon valable les pays aujourd'hui sous-développés. Mais l'accroissement démographique des pays du Tiers Monde risque de plonger le globe dans de féroces guerres raciales, si des remèdes ne sont pas apportés rapidement. Il importe d'essayer d'éviter des guerres de ce genre, dans la mesure, bien sûr, du possible, car l'Occident risquerait d'y perdre beaucoup trop. Or l'opposition des « having » (nations développées) et des « having not » (nations sous-développées) amènerait la formation de deux blocs cohérents et antagonistes. Alors, après les guerres idéologiques de la première moitié du xx^e siècle, on verrait survenir des guerres à proprement

parler anthropologiques. Le problème est, comme à l'époque de Rome où les « having » (Rome) étaient opposés aux « having not » (les Barbares), que les seconds voudront de toutes façons posséder ce que les premiers ont. Peut-on rendre les « barbares » suffisamment policés, civilisés et possédants pour qu'ils ne convoitent plus « Rome » ? L'affrontement des Civilisations n'est-il pas inéluctable si l'on ne procède pas à la recolonisation, sous des formes nouvelles qui respectent toutes les « dignités ». Les choses doivent évoluer vers un nouveau colonialisme, à base idéologique. L'industrialisation, l'organisation des structures, tout est à faire ; il faut trouver le complexe politique qui permette à une nation « having » de l'apporter à une « having not ». La carence des U.S.A. à l'égard du Tiers Monde apparaît comme la partie la plus dangereusement négative de la politique U.S. ; l'utilisation des stocks en vivres de l'Amérique aboutit à faire effondrer des prix déjà peu rémunérateurs, et donc à aggraver, objectivement, la situation économique de tous les paysans du pays secouru. L'implantation d'une usine sans la création de la chaîne d'usines sous-traitantes et de distribution n'apporte aucune solution au problème de l'industrialisation des pays sous-développés. L'aide financière représente une prime à la production d'un personnel politique local le plus souvent fort disposé à la pratiquer. Le fait que l'aide américaine soit liée à l'apparition dans le pays de grandes compagnies U.S. dont le premier soin est de se rendre quasi indépendante (Aramco en Arabie Séoudite) aboutit à faire considérer l'aide américaine comme un simple instrument, plus subtil et plus efficace, d'un impérialisme global U.S. Le soutien aux oligarchies financières contre les mouvements nationalistes est un fait constant de la diplomatie U.S. (le renversement de Peron monté par l'Ambassade U.S. parce qu'il liquidait les compagnies pétrolières américaines en Patagonie...).

L'impérialisme idéologique-économique des Américains, cette politique « du dollar et de la démocratie » ne peuvent en aucune manière résoudre le problème de l'aide aux pays du Tiers Monde.

III° L'ANTIAMERICANISME

Nos critiques sévères à l'égard de l'action des U.S.A. dans le monde ne doivent pas être interprétées comme l'expression d'un anti-américanisme, pas plus que notre lutte contre le communisme ne peut être envisagée comme une lutte contre le peuple russe ou le peuple chinois. Nous, Nationalistes français, n'avons de haine ou d'hostilité contre aucun peuple d'Europe et nous voulons vivre en bonne harmonie avec tous. Nous appuyant sur notre commune base culturelle et ethnique nous nous considérons comme les frères du peuple russe et du peuple américain. Mais nous considérons que l'attitude des U.S.A. constitue un handicap sérieux dans la lutte en cours. Nous ne voulons pas être des diviseurs mais des rassembleurs, aussi réproouvons-nous les manifestations anti-américaines du gouvernement français actuel, car elles sont incompatibles avec notre volonté d'unité de l'Occident. Nous pensons que nous pouvons aider à la réalisation d'une union occidentale garante de l'indépendance de chacune des nations de l'Occident. Le slogan « U.S. GO HOME » représente une ineptie politique puisqu'il amène à une séparation entre Américains et Européens, séparation qui pourrait devenir définitive. Nous voulons simplement que le gouvernement américain comprenne que sa politique actuelle compromet ses efforts en vue d'empêcher l'expansion chinoise. Mais nous sommes évidemment aux côtés du peuple américain dans sa lutte au Viet-Nam comme nous sommes aux côtés du peuple vietnamien engagé lui aussi dans le même combat. La poursuite d'une politique n'est possible que dans la constitution, immédiatement après la réalisation d'une union européenne, d'une dualité U.S.A.-Europe, basée sur une égalité réelle. L'O.T.A.N. actuelle a accompli sa première tâche, qui était de rassembler en un seul bloc les nations de l'Europe occidentale, et les U.S.A. face à la menace soviétique. Mais cette O.T.A.N. souffre de plusieurs vices graves :

- 1) Elle est strictement défensive et se refuse à mettre en cause le partage de l'Europe effectué à Yalta et à Potsdam en 1945.

2) Elle est partielle sur le plan européen, laissant à part (pour ne pas ennuyer les démocrates scandinaves et belges) l'Espagne franquiste.

3) Elle représente une idéologie démocratique qui n'est pas nôtre, et veut se parer d'un vague « patriotisme atlantique », sans racines véritables.

4) Elle est partielle sur le plan mondial, car il n'existe pas de réelles relations organiques entre l'O.T.A.N., l'O.T.A.S.E. et le C.E.N.T.O. Ces graves vices nous amènent à penser que l'O.T.A.N. a fait son temps et doit être remplacée par une alliance fondée sur les principes suivants :

I° Alliance offensive visant à la libération des peuples opprimés de l'Europe de l'Est.

II° Alliance globale européenne réunissant tous les pays non communistes.

III° Alliance inspirée par une idéologie commune de défense de la culture et de la civilisation occidentales.

IV° Alliance mondiale englobant tous les peuples anti-communistes en vue de protéger, puis de libérer définitivement le monde de la menace communiste.

Mais pour parvenir à une telle alliance, la seule voie possible est celle des conversations amicales, non celle des exclusives furieuses. Malgré notre opposition de principe à l'inspiration technocratique du Marché Commun, l'Etat nationaliste français ne retirerait pas les délégués français des diverses commissions ; il s'efforcerait, au contraire, d'infléchir dans le sens nationaliste cette institution. Vis-à-vis des U.S.A. nous sommes en faveur de toute initiative visant à répondre un dialogue très compromis mais nous sommes hostiles à l'action de ceux qui soutiennent les U.S.A., non parce que les U.S.A. sont partie de l'Occident, mais parce qu'ils constituent en France une sorte de « Parti américain ». Il est bien certain que les dirigeants du Centre Démocrate qui approuvent l'action américaine au Viet-Nam, approuveraient du même cœur une capitulation U.S. et un nouveau et catastrophique Genève. Ils ne soutiennent pas les combattants de l'Occident, ils soutiennent la politique de

Nixon, parce que Nixon est le chef de l'Etat américain. Notre attitude politique envers les U.S.A. n'a aucun point de convergence avec des gens de cette sorte (qui se recrutent aussi bien au centre qu'à droite). Nous nous opposerions à tout abandon, déguisé ou non déguisé, du Viet-Nam et cela pour deux raisons :

1° La menace chinoise s'étendrait encore plus sur le monde.

2° Nous ne voulons pas abandonner aux mains des communistes le peuple Vietnamien, dont nous sommes solidaires.

Nous ne sommes ni pro ni anti-américains, nous sommes pour l'Occident et pour tous les peuples qui le composent, peuples dont le peuple américain fait partie.

V° POUR L'OCCIDENT, NON POUR LES U.S.A.

La nécessité de regrouper toutes les nations anticomunistes amène à penser que ce regroupement ne peut se faire autour des U.S.A., trop esclaves d'intérêts financiers et économiques, et trop maladroits dans leur comportement, tant individuel que général. Aussi notre lutte ne doit pas être assimilée à une sorte de reconnaissance d'un quelconque « leadership » américain sur l'Occident. Du fait de leur énorme puissance économique et militaire, les U.S.A. représentent un potentiel irremplaçable. Mais ce potentiel est mal utilisé par une diplomatie chancelante. Nous pensons que la collaboration entre une Europe politiquement unie et les U.S.A. peuvent seules assurer la création d'un ensemble Occidental. Les combats qui se mènent un peu partout dans le monde, au Viet-Nam, en Indonésie, en Amérique du Sud, préparent la création de cet ensemble. Ces guerres de libération nationale, contre le communisme, ont notre soutien total car une union ne peut se réaliser que dans le combat, contre une menace proche. Bien involontairement, l'U.R.S.S. et la Chine Rouge seront les catalyseurs de l'unité Occidentale. Face à elles, les peuples d'occident se découvriront un destin commun, à accomplir ensemble.

II

L'EUROPE ET L'OCCIDENT

Nous avons, après avoir critiqué la politique américaine, posé les jalons de nos conceptions sur l'unité de l'Occident. Nous allons maintenant, essayer de définir quel rôle l'Europe peut et doit jouer dans la réalisation de cet ensemble qui a nom : « Occident ».

1° L'EUROPE : LA LIBERTE CONTRE LA PUISSANCE MATERIELLE.

L'Europe représente un capital moral et culturel, que ne possèdent pas les U.S.A., face aux pays du Tiers Monde. L'Europe représente un pont entre la Civilisation Occidentale et les nations du Tiers Monde qu'elle a jadis colonisées. L'Espagne et le Portugal sont un atout irremplaçable dans une action occidentale dirigée vers l'Amérique du sud, prolongement naturel de l'Ibérie pour une large part de sa civilisation (sans négliger toutefois les apports noirs et amerindiens de la culture de l'Amérique Latine). Pour chacun des pays décolonisés, la nation à imiter reste la nation colonisatrice. Deux peuples ethniquement identiques auront une attitude politique, une forme de pensée, des aspects extérieurs entièrement dissemblables s'ils ont été colonisés par deux pays européens différents (le soldat Bakongo de l'armée nationale congolaise de Léopoldville, portant l'uniforme de l'armée belge, et saluant suivant le rite très britannique de celle-ci apparaît comme foncièrement différent du soldat Bakongo de Brazzaville habillé à la française et marchant au pas des parachutistes français). Les U.S.A. ne sont pas pour les pays du Tiers Monde un exemple à imiter ; ils représentent une force matérielle, non un monde de vie assimilable. Le supposé succès de l'*American way of life* n'est en fait que l'adoption de certains aspects très parti-

culiers de la vie américaine adoptés par les pays européens et transmis par eux aux Etats décolonisés. Il n'existe aucun processus d'américanisation par échange direct entre les U.S.A. et les pays sous-développés. L'Europe représente un médiateur indispensable entre la nation sur-développée que sont les U.S.A. et les nations sous-développées du Tiers Monde.

L'Europe a causé la chute de son Empire en faisant assimiler ses idées de liberté et d'indépendance par les nations qu'elle avait conquises. Mais dans le schéma dialectique actuel la décolonisation n'était point la fin du phénomène historique de l'extension européenne dans le monde. A la thèse colonisation, s'est opposée l'antithèse décolonisation mais la synthèse ne voit pas la disparition du rôle de l'Europe. Au contraire, l'Europe libérée de son impérialisme devient pour les pays du Tiers Monde une alliée et une amie plus acceptable que les U.S.A. empêtrés dans des contradictions internes et leur impérialisme économique et de leur vague démophilie. Le schéma dialectique de la décolonisation doit donc aboutir à une nouvelle forme d'union entre l'Europe et ses anciennes colonies. L'Europe consacre déjà une plus forte part de son revenu général à l'aide aux pays sous-développés que les U.S.A. Cette aide est en général beaucoup plus efficace que celle des U.S.A. car elle s'appuie sur des structures depuis longtemps en place et relativement peu touchées par la décolonisation. Une grande partie des fonds versés aux sous-développés revient dans les pays européens par le biais des commandes dues à l'aide bloquée, des salaires payés en partie de la métropole, des dividendes et des revenus, des investissements et emprunts et aussi, fait peu connu, des énormes comptes en banque des nouvelles « classes dirigeantes » déposés dans les banques européennes. Car le vice principal de l'aide aux pays sous-développés est de ne pas profiter assez aux peuples que l'on veut aider. L'aide aux pays sous-développés ne ruine pas l'Europe mais elle est dans de trop nombreux cas inutile ou peu utile à ces pays, du fait de la déficience des structures étatiques de nombreux pays du Tiers Monde. Les idées de liberté qu'a

représenté l'Europe sont et restent les éléments moteurs de l'action des mouvements politiques des pays sous-développés. Ces idées qui avaient marqué la révolte des pays colonisés contre les colonisateurs des pays européens deviennent le lien qui peut les unir contre le communisme. Les nouveaux Etats indépendants ne veulent pas aliéner leur indépendance fraîchement acquise en laissant se développer chez eux des mouvements directement liés aux impérialismes russe et chinois. De même ils ne peuvent accepter le contrôle économique et politique que tentent de leur imposer les U.S.A. sous le prétexte d'une défense du monde démocratique. La liberté et l'indépendance nationale sont un moyen d'accord entre un bloc européen disposé à respecter l'originalité de chaque groupe ethnique de la planète et des Etats arrivés souvent à ce stade grâce à l'Europe, adversaire indispensable ou allié irremplaçable.

Dans le dualisme Europe Tiers Monde, celle-ci est indispensable pour permettre au Tiers Monde de se poser en tant qu'entité autonome. Les pays du Tiers Monde ne peuvent accepter de s'intégrer dans une société américaine, qu'ils méprisent le plus souvent. Ils peuvent encore moins s'intégrer dans une société communiste, ennemie de leurs traditions religieuses et culturelles. Ils peuvent par contre, s'allier, sur une base d'égalité, avec les pays européens. Cette alliance permettra de résoudre le conflit, décrit par Tibor Mende in « l'Inde entre deux mondes » ; ce conflit oppose deux conceptions aussi inadaptées l'une que l'autre aux réalités des nations en voie de développement. La conception communiste de progression autoritaire de l'économie (vue acceptable) dans le cadre d'une hostilité globale contre le monde Occidental (vue inacceptable) et la conception capitaliste d'une colonisation économique (vue inacceptable) dans le cadre d'une union des pays libres (vue acceptable), sont partielles et à demi néfastes. Il s'agit de les synthétiser en une seule formule : nous sommes en faveur d'un développement de l'économie des pays du Tiers Monde par une voie autoritaire, dans le cadre d'une union Occidentale.

2° L'EUROPE ET L'AIDE AU TIERS MONDE.

Les pays sous-développés ne pourront parvenir à une phase autonome de leur existence en tant que nations, qu'en réalisant par eux-mêmes leur révolution nationaliste. Les maux dont souffrent les pays sous-développés, sont des maux très souvent internes. L'Inde ne sera libérée de la faim que lorsque le peuple Hindou aura liquidé d'une façon ou d'une autre les Zamindars, féroces usuriers, restes néfastes de la conquête mongole. De même un programme d'industrialisation cohérent et utile ne pourra s'y développer que par la mise en circulation des gigantesques stocks de métaux précieux immobiliers sans profit dans le pays (trésors des Rajahs ou bijoux des femmes, celles-ci portant sur elles leur dot entière). L'organisation de l'Etat hindou ne parviendra à un stade plus efficace que lorsque les tabous religieux ou culturels contraignants auront été balayés (en particulier lorsque l'immense troupeau de vaches sacrées inutilisables et gaspilleuses aura été exterminé). Ces trois points vitaux ne pourront être obtenus que par un régime qui sera :

— Anticapitaliste et antioligarchique, pour mettre au pas Zamindars et Rajahs.

— Antiparlementaire et unificateur, pour balayer des politiciens exploiters de leur peuple.

— Anticommuniste, pour éviter le contrôle par la Chine rouge de leur pays.

— Nationaliste, pour négocier avec l'Occident, sur une base d'égalité, des solutions à apporter aux problèmes hindous, et de la nature de l'aide que pourra accomplir l'Occident en sa faveur. L'aide aux pays sous-développés ne sera valable que si les pays sous-développés se libèrent de leurs exploiters, politiciens locaux et grandes compagnies étrangères. Cette libération passe objectivement aujourd'hui par la prise en main du pouvoir par des officiers, à condition que ceux-ci ne soient pas liés aux oligarchies régnautes. Le seul élément de progrès et de libération nationale est donc représenté par une

partie de l'armée dans le Tiers Monde. Ces officiers « nassériens » sont donc par nature nos alliés puisqu'ils peuvent arriver à donner aux pays en question, une possibilité de développement autonome, seul moyen de parvenir à une coordination harmonieuse entre les peuples anticomunistes du globe. L'Europe Unie pourra aider efficacement les pays du Tiers Monde en appuyant un programme de relèvement de prix des matières premières fournies par les pays sous-développés (étain, caoutchouc, pétrole, etc...). Ce relèvement sera possible dans le cadre d'un contrôle étroit des actions des compagnies internationales par les Etats européens (et les U.S.A., lorsque ceux-ci auront compris les nécessités d'une aide sérieuse aux pays sous-développés). La réalisation d'un programme sélectif d'industrialisation devra être entrepris, avec l'aide de techniciens occidentaux en vue de diminuer l'ampleur du chômage. Mais elle devra être accompagnée d'une planification sérieuse et d'une commercialisation réelle des produits obtenus. L'intégration de l'industrie locale et de l'agriculture pourra amener un accroissement rapide du volume des biens produits. Un abaissement des droits de douane et la négociation d'accords commerciaux seront particulièrement utiles pour éviter la création de blocs économiques antagonistes. Si un contrôle devra être effectué sur la destination de l'aide fournie, il sera aussi discret que possible afin de ne pas porter atteinte à l'indépendance des Etats aidés. L'aide financière de fonctionnement devra être supprimée et remplacée par une aide de développement. L'aide ne doit pas être une vague assistance, une charité plus ou moins gratuite, elle doit assurer la libération des peuples sous-développés de la misère et de la faim.

L'édification d'un marché mondial commun, d'où auraient été bannies les contradictions internes du capitalisme, apportera seule la possibilité pour le monde de ne pas sombrer dans le chaos et l'anarchie.

Le problème du contrôle des naissances est du ressort exclusif des Etats. Nous ne pouvons nous substituer à eux, dans ce délicat problème, car il s'agirait d'une immixtion intolérable dans les affaires intérieures de na-

tions indépendantes. Quelles que soient les solutions choisies par les pays alliés, l'Europe aura pour tâche de les aider à réaliser ou un programme de planning familial ou une élévation parallèle de la population et de la production. Une unification de l'aide des divers pays européens permettra de diminuer le coût de cette aide, en la bonifiant. La disparition d'une concurrence stérile et la concentration des efforts assureront, avec la disparition du gaspillage et de la corruption dans les pays organisés à l'image de l'Etat Nationaliste Français, un développement harmonieux et durable des nations enfin en voie d'expansion.

3° L'EUROPE ET LES U.S.A.

L'unité de l'Occident passe par l'union entre l'Europe et les U.S.A. En effet une identique communauté de destin nous unit au peuple américain, issu de la fusion des races du vieux continent. Les deux piliers d'un Occident uni seront donc les U.S.A. et l'Europe. Les sectateurs d'une Europe unie mais non alliée des U.S.A. ne se rendent pas compte que cette Europe, même si elle parvenait à conserver son indépendance, ne pourrait jouer qu'un rôle forcément limité sur l'échiquier mondial. Sur le plan des principes, il est bien évident que si l'Europe recherche une union avec les pays du Tiers Monde, elle doit encore plus rechercher une alliance étroite avec le peuple ami des U.S.A. Il importe surtout d'arriver à un alignement de la politique étrangère, entre l'Europe et les U.S.A., sans immixtion dans le régime intérieur de chacun des deux blocs.

L'Europe dans le binôme Europe-U.S.A., doit assurer un rôle d'avant-garde de la croisade contre le bolchevisme et de caution morale des Américains. Jamais un Occident américanisé ne pourra libérer les pays communistes; seul un Occident guidé par une Europe animée par une idéologie commune le pourra. Pour parvenir à rassembler en un même faisceau les énergies occidentales, il faut un rassemblement. Nous pensons que l'Europe sera un tel rassemblement. Mais il ne s'agit pas là

d'une attitude dogmatique mais de la constatation d'une évidence tenant à la structure archicapitaliste des U.S.A. Tant que les U.S.A. ne seront pas débarrassés des grands trusts, ils ne pourront envisager de jouer un tel rôle. Au contraire s'ils y parvenaient avant l'Europe, ils seraient évidemment qualifiés pour réaliser autour d'eux cette unité de l'Occident, seul moyen de sauver le monde de la guerre.

4° L'EUROPE UNIE

Pour parvenir à ce que l'Europe joue le rôle de rassembleur du monde occidental, il faut qu'elle soit unie. Cette unité ne doit pas se faire par la disparition ou la fusion des vieilles nations. Elle doit se réaliser en respectant les diversités des entités politiques qui se partagent l'Europe. L'Europe représente la volonté des Européens de sauvegarder leur indépendance nationale, leur cohésion ethnique et culturelle, leur essence civilisatrice. L'Europe représente le seul moyen de sauver les Européens de l'Ouest du sort de leurs frères de l'Est, et de libérer ceux-ci de l'esclavage soviétique. Cette Europe unie n'est pas seulement une communauté de destin, de vie en communauté de peuples proches ; elle est aussi une entité économique dont la réalisation rendrait l'Europe première puissance industrielle du monde. Cette entité économique ne doit pas être fondée sur une communauté d'intérêts entre grands patrons français, allemands ou belges mais sur l'union de tous les producteurs européens, en vue de l'amélioration du sort de toutes les nations d'Europe.

Cette communauté de destin, cette entité économique est aussi une communauté de défense et de combat contre la menace venue de l'Est. Les nations de l'Europe doivent réaliser une intégration de leurs forces combattantes dans le respect des motivations patriotiques de leurs membres. Il s'agit de juxtaposer l'efficacité d'organisation de l'intégration style « O.T.A.N. », avec la force du sentiment national que donne le respect des particularismes nationaux de chaque armée européenne.

L'Europe unie doit être un Europe sans contradic-

tions internes. La tâche d'un Etat nationaliste français ne devra pas être d'organiser une impossible subversion interne dans chacun des Etats européens, mais de parvenir à une entente cordiale avec des Etats aux régimes divers. Croire à une révolution nationaliste en Grande-Bretagne est aussi impensable que de croire à une révolution communiste dans ce pays. Mais le maintien de la démocratie parlementaire en Grande-Bretagne ne devra point empêcher celle-ci de se rapprocher, au point de vue de la politique étrangère, de la France Nationaliste. De plus la diffusion d'une idéologie nationaliste au travers des pays européens permettra la constitution de groupes de pression qui pourront empêcher tout « interventionnisme démocratique ». En évitant l'écueil d'un « messianisme » irritant, la révolution nationaliste française pourra servir de modèle à l'Europe, sans tentative d'exportation de la Révolution d'une façon dangereuse ou hâtive. Cette Europe unie devra être organisée culturellement afin de maintenir et de développer les apports divers qui ont créé et transformé notre civilisation sans faire un tri impossible parmi eux. La civilisation occidentale, d'essence européenne, fondée sur le respect de l'homme et sur sa possibilité interne d'un développement autonome, devra être le fondement de l'Europe unie.

Le plus important dans la constitution d'une Europe unie reste le long cheminement de celle-ci vers une union toujours plus étroite. Nous refusons de croire à la possibilité d'une « nation europe » dans un avenir proche. Mais nous pensons que les patriotismes locaux des provinces françaises se sont sublimés et dépassés en un nationalisme français ; ainsi les patriotismes nationaux européens pourront peut-être un jour se sublimer et se surpasser en se transcendant sur le plan d'une Europe unie, libre, grande. Nous considérons que le premier stade d'une union européenne devra être la formation d'une confédération des nations européennes où seuls seront intégrés certains organes de direction et d'exécution. Puis cette confédération, lorsqu'elle aura réalisé une certaine unification politique, pourra se fortifier en une fédération disposant d'un pouvoir fédérateur fort mais non oppres-

sif. La criminelle stupidité des gouvernements républicains en France proscrivant l'usage du Breton, restreignant les libertés provinciales, empêchant un libre développement des possibilités culturelles des divers groupes ethniques qui font la France, ne devra pas se reproduire sur le plan européen. Toutes les ethnies européennes devront avoir droit à une complète autonomie linguistique et culturelle. Toute assimilation forcée, voilée ou non, est une erreur. L'Europe unie ne se fera que dans le respect des diversités. Mais cette Europe unie devra aussi régler le problème des contestations territoriales actuellement en litige entre les Etats européens. Disons tout d'abord que fidèles à notre principe de non-ingérence, nous ne voulons pas exiger ou réclamer tel ou tel changement territorial pour tel ou tel pays. Nous estimons que les frontières actuelles, même inadaptées ou injustes, ne valent pas la peine d'un conflit entre peuples amis.

Le « droit à la patrie » est noble et juste, mais il ne doit pas entraîner une guerre entre l'Allemagne et la Pologne ou la Tchécoslovaquie. Nous ne cautionnerons pas une guerre de reconquête menée par l'Allemagne contre une Pologne libérée du bolchevisme. Le jour où la Pologne entrera dans le bloc Occidental, son différend territorial avec l'Allemagne devra être résolu par des négociations sur la base d'une entente germano-polonaise et d'un condominium sur les « Terres Recouvrées ». Il n'en reste pas moins vrai que les droits de l'Allemagne sur Posen, Dantzig ou Koenigsberg sont réels et intangibles, et que la spoliation russe ou polonaise de ces territoires représente un déni de justice. Jamais l'Etat nationaliste français ne cautionnera la ligne Oder-Neisse. La vieille ville allemande de Kant, Koenigsberg, ne peut pas rester Kaliningrad, la ville soviétisée. Mais cette acceptation de la justesse des revendications allemandes ne doit pas déboucher sur une quelconque haine envers le peuple polonais ou le peuple russe. Les réajustements frontalières ne doivent pas être le fruit d'une nouvelle lutte fratricide.

De même le Sud-Tyrol ne devra plus être une source de discorde entre l'Autriche et l'Italie par l'obtention par

les Sud-Tyroliens d'une pleine autonomie culturelle et linguistique. L'Europe unie, cohérente politiquement, économiquement, militairement, sera le moteur de la croisade contre le bolchevisme, assurera un libre développement de ces peuples, aidera les peuples du Tiers Monde en respectant leur indépendance, et s'unira aux U.S.A. et aux autres Etats occidentaux dans une vaste alliance, gage de paix et de prospérité pour le monde.

III

LA FRANCE ET L'EUROPE

L'Europe unie nous est apparue comme étant la seule possibilité de réaliser l'union de l'Occident, en liaison avec les U.S.A. Mais il importe de définir sur quelles bases devra se bâtir cette unité européenne.

1° *LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE*

La construction de l'Europe n'a cessé de subir des atteintes graves depuis l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle. Les diverses crises du Marché Commun, le refus fait à l'Angleterre le 14 janvier 1963 de s'y associer, ont amené, malgré divers accommodements de dernière heure, un très net arrêt dans la construction d'une Europe unie. Qu'on n'attende pas cependant de nous un alignement sur les thèses des « Eurocrates », qui, oublieux de leur nation, veulent réaliser à tout prix un vague brassage des vieilles nations d'Europe au sein d'un Etat Européen fort mal défini. Nous sommes irréductiblement hostiles à la création d'une soi-disant Europe des technocrates, où, par le biais de solutions économiques prétendues rationnelles, s'éterniserait la domination d'un capitalisme libéral, vaguement affublé d'une planification économique, plus ou moins autoritaire. Nous ne recherchons pas, comme une fin en soi, la construction d'une entité économique européenne. Nous ne la considérons que comme un moyen utile pour la réalisation d'une

entente plus large. Surtout nous pensons que cette entité économique doit être contrôlée par les producteurs européens, non par les capitalistes, d'Europe ou d'ailleurs. Ce qui nous sépare des « européens » du Centre Démocrate ou de la Droite tient en deux facteurs essentiels :

— L'Europe ne peut se faire que dans le respect des spécificités nationales.

— L'Europe ne peut se faire que libérée du capitalisme.

Une autre objection est évidemment que l'Europe des Technocraties est celle des pays capitalistes (l'Espagne commença à y être introduite par la grâce de ses ministres Opus Dei) ; elle laisse à part les Etats européens sous domination communiste. Une Europe ainsi mutilée serait difficilement viable.

Parler d'une Europe unie sans y inclure, tôt ou tard, l'Allemagne de l'Est (réunifiée avec la République Fédérale), la Pologne ou la Roumanie, c'est tenter de bâtir sur un fantasme. L'unité de l'Europe passe par l'union finale de tous les Etats européens libérés du bolchevisme, en y incluant le peuple russe authentiquement lié à notre civilisation par tant de liens culturels, religieux, artistiques. Tous les peuples européens, quelle que soit leur diversité, sont part d'une même civilisation et sont liés par un destin commun.

Mais il est certain que la réalisation de nos objectifs européens ne pourra se faire que d'une façon forcément lente et difficile. Le partage de l'Europe par le rideau de fer, les divisions idéologiques, politiques et économiques représente un handicap très lourd. Les méthodes actuellement suivies pour arriver à une union, ne nous paraissent pas très efficaces. Les perpétuelles négociations économiques, toujours remises en cause dans leurs résultats, la recherche vaine d'une bien aléatoire unanimité de vue, les luttes sournoises pour la conquête des marchés extérieurs, l'absence de diplomatie, sinon commune, au moins parallèle, tout cela ne paraît guère devoir être suivi de résultats bien tangibles, du moins dans un avenir relativement proche. La construction de l'Europe

n'apparaît donc pas possible sans l'intervention d'un facteur nouveau. Il va donc être nécessaire d'étudier quel pouvaient être ces facteurs.

2° PAS DE FEDERATION SANS FEDERATEUR

Tout au long de l'Histoire humaine, où les fédérations, d'Etats ou de peuples, ont été assez fréquentes, il ne s'est jamais créé une telle fédération sans un fédérateur. La confédération helvétique naquit de l'action commune des cantons primitifs, liés par la crainte d'un nouvel effort des Hasbourgs. Le dualisme Massachusetts-Virginie et l'action personnelle de Washington assurèrent, après l'anarchie des années 1783-1787, la naissance des Etats-Unis d'Amérique. La Caroline du Sud agit comme ferment décisif dans la création de la confédération des Etats du sud, face au pouvoir fédéral. L'union des Etats allemands ne fut réalisée que par l'action de la Prusse (et souvent malgré les autres Etats d'Allemagne). Le plus prestigieux exemple de fédération pratique de centaines de villes états autonomes, l'Empire Romain naquit de l'action de l'urbs et de la compréhension rapide de la valeur de l'Empire par les nations conquises. Le haut Empire Romain, et sa « Pax Romana », ni oppressive ni totalitaire, assura l'entente des peuples multiples et divers, leur prospérité mutuelle, moyennant une simple allégeance à l'égard du principe d'un état romain, l'Empereur, César Auguste.

Il nous semble donc certain que l'Europe ne pourra s'unir sans l'action d'un fédérateur. Ce fédérateur ne sera pas, comme dans le cas de Rome et de la Prusse, un conquérant, qui, « par le fer et par le feu », réalise une union des peuples conquis. Il ne pourra être, comme ce fut le cas lors de la naissance des U.S.A., que l'initiateur de la confédération européenne. Nous préférons, en effet, dans un premier stade, le mot confédération à celui de fédération, car plus respectueux de l'indépendance nationale. Or l'échiquier international, sur le plan de l'Europe, ne laisse apercevoir que trois fédérateurs possibles, par leur puissance ou leur rayonnement.

1° La Grande-Bretagne : Celle-ci, malgré divers avatars, reste une grande puissance. Mais ses intérêts et ses nostalgies sont, en grande partie, tournés vers un Commonwealth en pleine désintégration. Malgré les déclarations européennes de nombre de ses leaders politiques, elle apparaît comme peu disposée à faire, la première, le pas décisif en direction de l'Europe. Elle n'est donc pas qualifiée pour jouer le rôle de rassembleur de l'Europe.

2° L'Allemagne Fédérale : Elle a réalisé un prodigieux développement économique, sinon politique, car son alignement sur les U.S.A. l'empêche d'accroître son influence sur les autres nations. Cet alignement est la cause principale de son incapacité de jouer un rôle vraiment autonome en politique étrangère. L'actuelle division de l'Allemagne représente aussi un obstacle sérieux, le chantage à un nouveau Rapallo, gagé sur une union des deux Allemagnes étant inquiétant pour les partenaires de la République de Bonn. Mais cet alignement sur les U.S.A. risque de ne pas être éternel. Le développement de l'esprit national visible dans les trois grands partis est un indice plus valable d'un changement possible dans la politique allemande, que du N.P.D. l'action très aléatoire. Cependant, pour l'instant, et sans doute pour un temps encore assez long, l'Allemagne Fédérale ne peut jouer aucun rôle moteur dans la lutte pour une Europe unie.

3° La France : Notre nation apparaît comme étant privilégiée par rapport aux autres pays d'Europe. Grâce à sa situation géographique, son passé historique, et dans une certaine mesure, son indépendance politique, elle peut être le moteur de l'unité. Mais la politique du régime ne va pas dans le sens de l'unité. Elle tend au contraire à se rapprocher de l'Union Soviétique, en se séparant ainsi des autres nations-sœurs. Une politique d'indépendance nationale à l'égard du capitalisme américain a toute notre faveur, à la condition (non remplie dans la politique gaulliste) qu'elle ne coïncide pas avec un alignement sur Moscou, Pékin, ou toute autre puissance. Tant que durera le régime gaulliste, l'union de l'Europe sera impossible. Par contre, après sa dispari-

tion, la France pourra accomplir sa mission historique de noyau de la Confédération Européenne, elle qui réalisa, parfois sans en avoir conscience, positivement ou négativement, l'union de l'Allemagne et de l'Italie, la résurrection de la Pologne, l'affirmation nationale de l'Espagne ou de la Belgique, lors des guerres révolutionnaires ou impériales.

3° *LES VOIES DE L'UNITE*

L'Union de l'Europe représente une tâche longue, difficile, ardue. Pour y parvenir, il importe surtout de ne pas se laisser enchaîner par des a priori qui pourraient constituer de lourds handicaps. L'un de ces a priori graves serait de juger les tentatives d'unification uniquement sous l'angle idéologique. Les hommes du groupe de Jean Monnet, les politiciens allemands, belges ou hollandais, les groupes de pression économique, bref tous ceux qui se pressent dans les commissions européennes, ne nous inspirent que des sentiments très mitigés. Les bavards inopérants du parlement européen, à la recherche de nouvelles tribunes, pour inspirer à leurs bien-aimés électeurs la tentation de les réélire, ne sont pour nous que des pantins. Mais parfois, leurs tentatives prennent un ton plus positif. Il nous est donc nécessaire alors de les approuver, sur ce point précis seulement, et de les soutenir. Le Marché Commun permet le libre développement des Trusts, Konzerns et autres cartels. Ce n'est pas une raison pour vouloir revenir à l'ancienne anarchie économique, et aux féroces luttes de tarifs douaniers, bien souvent annonciatrices de luttes plus cruelles. La Communauté Européenne du charbon et de l'acier a beau être chargée de toutes les tares du capitalisme, elle a permis, bien mieux que les ententes antérieures, de réaliser une unité économique entre la Ruhr, la Sarre et la Lorraine, supprimant ainsi un motif grave de discorde entre la France et la République Fédérale Allemande. Il est donc bien difficile de séparer les aspects positifs des aspects négatifs des différentes institutions européennes. Il importe donc de ne pas leur opposer une contestation globale, mais au contraire, de tendre à les perfectionner, en s'appuyant

sur ce qu'elles ont de positif et en repoussant leurs aspects néfastes. Surtout, l'unité de l'Europe doit passer par un effort d'éducation des Européens, afin de les sensibiliser à ce problème si important. Jusqu'à aujourd'hui, les divers mouvements fédéralistes, états-majors sans troupes, n'ont eu aucun contact avec la masse. En France, seul Lecanuet a essayé d'axer la campagne présidentielle sur la nécessité de l'Europe, mais en faisant un tel étalage de pro-américanisme et en y employant tant d'argent, qu'une très légitime suspicion a été ressentie par nombre de Français, devant les méthodes utilisées par son équipe. Il est clair que tout reste à faire sur ce plan-là.

Le principe d'un référendum européen ne serait pas une mauvaise chose s'il débouchait sur du positif, et non sur l'élection d'un vague parlement européen, composé à l'évidence, des mêmes « incapacités méconnues » qui peuplent déjà les diverses assemblées nationales. Le parlementarisme, nocif sur le plan national, est mortel sur le plan européen. Tout projet d'unification passant par la voie parlementaire ne peut aboutir qu'à un échec complet. Il faut donc trouver une nouvelle voie. Celle-ci ne peut être que formée par les démarches parallèles des gouvernements et des peuples ; des gouvernements, par des négociations constructives ; des peuples, par une meilleure entente et compréhension. Pour ce faire, une intense campagne de propagande et de pression devra être entreprise, partout où cela sera possible. Pour nous, nationalistes français, notre champ d'action sera la France.

4° LA FRANCE ET L'EUROPE

La France nous est donc apparue comme pouvant être le moteur de l'unification de l'Europe. Mais une France nouvelle, non la France actuelle. Au contraire, la politique actuelle du gouvernement français empêche toute marche vers l'unité. Il s'agit donc de construire cette France nouvelle. Mais avant de s'y efforcer, il importe de définir comment une telle France pourrait regrouper, par son exemple et son action, les peuples européens.

La France devra s'efforcer de donner des assurances aux peuples européens sur les problèmes les plus graves pour chacun d'eux : étroite alliance franco-allemande, pour appuyer la République Fédérale face à un possible chantage de Moscou ; aide matérielle au Portugal, dans la lutte contre les terroristes en Angola et au Mozambique ; intégration économique de l'Espagne, etc...

En s'appuyant sur cette bonne volonté, la France pourra alors introduire des propositions tangibles d'alignement des politiques, extérieure et économique des divers Etats. Si certains Etats ne sont pas immédiatement d'accord, il faut continuer sans eux, mais non contre eux, en espérant que les résultats acquis les amèneront à réviser leur attitude. Après être arrivé à ce niveau d'accord, il faudra l'élargir par une mise sur pied d'une défense, cohérente et indépendante, mais en accord avec les U.S.A. Un accord pourra être négocié avec la Grande-Bretagne en spécifiant, que loin de vouloir se renfermer sur elle-même, l'Europe s'efforcera d'intensifier ses échanges avec les pays du Commonwealth. Une fois réalisée une union de l'Europe non communiste, il s'agira d'exploiter les contradictions internes du Bloc Socialiste, afin d'attirer vers l'Europe les satellites rebelles. La libération de l'Europe de l'Est pourra parfaitement être obtenue sans guerre, surtout si le conflit sino-soviétique va en s'aggravant. Lorsqu'aura été réalisée cette confédération européenne, alors pourra commencer un nouvel effort vers une intégration plus poussée, dans le cadre d'un Occident politiquement uni.

La France doit donc jouer un facteur décisif dans cette marche vers l'unité. Il faut donc définir quel régime peut assurer de la façon la plus efficace une telle action de la France.

5° *LES NATIONALISTES ET LE REGIME*

Notre opposition au régime est totale et absolue. Nous n'avons à le juger ici, dans le cadre de la politique étrangère, que dans ses rapports extérieurs.

● Le régime a détruit la plate-forme territoriale sur laquelle pouvait s'appuyer la France, l'Europe et l'Occident, dans leur lutte contre le communisme. Nous voulons voir reconstruire cette plate-forme dans des conditions forcément nouvelles mais pour le bien de l'Occident.

● Le régime a reconnu la Chine Rouge et envisagé d'un bon œil la perspective d'un pacte Franco-Soviétique. Nous voulons la destruction des régimes communistes quels qu'ils soient.

● Le régime a entrepris de casser l'Alliance Atlantique pour s'orienter vers le neutralisme. Nous voulons réaliser une alliance globale occidentale contre le communisme.

● Le régime a créé une force de frappe soi-disant pour défendre l'indépendance nationale, mais elle ne s'en sert que comme instrument de chantage contre nos alliés. Nous voulons au contraire que cette force de frappe, puisqu'elle existe, soit orientée contre nos ennemis communistes.

● Le régime bloque depuis des années l'unification de l'Europe. Nous voulons tout faire pour parvenir à cette unification.

● Le régime se sert de l'aide aux pays du Tiers Monde pour lutter contre les autres Etats de l'Occident. Nous voulons réaliser une entente avec les pays occidentaux en vue d'une aide globale et unifiée.

● Le régime prétend pratiquer une politique d'indépendance nationale, mais l'hypothèque aussitôt par son rapprochement avec l'Est. Nous voulons une politique d'indépendance nationale, mais dans le cadre d'un accord loyal avec les pays d'Occident, et marquée par une hostilité sans faille envers le monde communiste.

Les nationalistes français sont en opposition absolue avec toute la politique gaulliste que des esprits incompetents ont baptisé « nationaliste », alors qu'il s'agit d'un alignement sur la politique soviétique, position la plus inimaginable qu'il soit pour un nationaliste. Seule la politique que nous définissons a droit à l'étiquette nationaliste, que nous sommes fiers de porter.

6° LA DEUXIÈME RÉVOLUTION

Tant que subsistera en France la forme d'Etat actuelle, il sera très difficile, sinon impossible de tendre vers la réalisation de nos buts de politique étrangère. Ceux-ci ne pourront être atteints que lorsque le peuple français aura accompli sa seconde révolution et créé l'Etat nationaliste et populaire. Il est vain de croire pouvoir amender le régime, il faut le remplacer. La France ne jouera son rôle de rassembleur de l'Europe que lorsqu'elle sera devenue nationaliste. On a dit un jour que l'espérance des nationalistes français était révolutionnaire ; on peut dire avec autant de justesse que la solution nationaliste passe par la réalisation de la Révolution. Cette seconde révolution permettra à la France d'être la nation inspiratrice de l'organisation et de la libération de l'Europe.

La France servira alors de modèle aux autres mouvements populaires dans les pays occidentaux. En prenant des initiatives audacieuses et en ne lançant d'exclusive contre personne, elle sera capable de donner l'impulsion décisive à la marche vers l'unité. La construction d'une Europe des nations entrera alors dans le domaine des faits réalisables à brève échéance. La justification de la seconde révolution, sur le plan extérieur, sera cette marche vers l'unité, comme sa justification, sur le plan intérieur, sera de réaliser l'unité du peuple français. Le nationalisme représente l'unité contre le chaos, l'ordre face à l'anarchie, l'organisation opposée au trouble, la Paix et non les guerres. Aussi notre révolution ne pourra et ne devra s'accomplir que par la conversion à nos idéaux de la majorité du peuple français. Nous réprouvons les aventuriers « putschistes » qui croient pouvoir, au gré de complots incertains, parvenir à atteindre le pouvoir par des coups de force en spéculant sur la « veulerie » de notre peuple. Nous, nationalistes français, n'éprouvons pas le besoin d'insulter nos concitoyens en les estimant incapables de comprendre et d'adopter une politique saine et nationale. Nous savons qu'un effort de démystification est à entreprendre, mais nous ne le faisons pas sur le mépris de nos compatriotes. Les Fran-

çais ne sont ni ahuris ni tarés, ils sont simplement mis en condition par la propagande officielle et ils ne se voient proposer, par les milieux nationaux, que des remèdes vagues et sans portée. Il s'agit, non de se lamenter sur ce fait, mais de s'efforcer de contrebalancer cette attitude, en proposant un programme clair, complet et cohérent. La seconde révolution française, inspirée et dirigée par les nationalistes, ne se fera que par l'adhésion et le soutien de la grande masse du peuple français. Il ne faut ni violenter ni duper le peuple, il faut le convaincre. Toute forme de lutte, même et surtout, légale est adaptée à ce but.

La démonstration est ainsi apportée que l'ordre logique pour parvenir à la constitution d'une alliance organique entre les nationaux de l'Occident est de réaliser la révolution nationaliste dans le pays où cela est possible le plus rapidement, et qui est le mieux adapté pour réaliser une union autour de lui, c'est-à-dire la France. Autour du noyau français s'organisera une confédération européenne qui par sa seule existence permettra l'élaboration, sur un pied d'égalité, d'un dualisme Europe-U.S.A., autour duquel s'aggloméreront les autres nations de l'Occident. La création de la Confédération Occidentale assurera la victoire de la croisade contre le bolchevisme et la création de liens économiques et militaires étroits avec les pays du Tiers Monde. Ainsi pourront s'accomplir les destinées de l'Occident.

CONCLUSION

PHILOSOPHIE DE LA REVOLUTION : LES TROIS CERCLES

Dans cette ère des empires, le mouvement de l'histoire va vers l'élaboration d'ensembles de plus en plus gigantesques et en nombre de plus en plus réduit. Qui ne tend pas vers l'unité, tend vers l'esclavage. Mais ces empires ont une origine nationale précise, et se développent autour et en fonction de celle-ci.

Le premier cercle, dans l'élaboration de l'Occident, sera la France, organisée en Etat Nationaliste et Populaire, par la seconde révolution française. Elle jouera le rôle d'impulsion nécessaire au développement de l'idée d'un Occident uni.

Le deuxième cercle sera l'Europe unie; autour d'un même idéal et d'une commune défense d'une Civilisation millénaire, se grouperont les pays d'Europe libérés du capitalisme et du communisme.

Le troisième cercle sera l'Occident, uni en un nouvel empire. Cet empire groupera en son sein toutes les nations ressortissant au fond ethnique et culturel commun à tous les peuples blancs que l'expansion européenne a essaimé de par le monde. Autour de cet empire d'Occident graviteront les nations alliées et amies, parties d'autres groupes humains, jaunes ou noirs.

La réalisation de ces trois cercles permettra de surmonter les contradictions internes de l'actuel « monde libre », et de réaliser une révolution globale tendant à la création d'un Ordre Mondial Nouveau. L'Empire d'Occident, en unifiant toutes les potentialités existantes au sein des nations occidentales, donnera une impulsion décisive vers la construction d'un monde nouveau plus prospère et plus juste. Réunissant un formidable potentiel, tant économique qu'intellectuel ou démographique, l'Empire d'Occident sera le moteur d'une nouvelle révolution industrielle qui entraînera plus de changements et de bouleversement que la révolution industrielle anglaise du XVIII^e siècle; de même que le Zollverein avait amorcé le développement d'une Allemagne encore divisée, la disparition des barrières douanières entre les nations occidentales amènera une progression extrêmement rapide de la production et de la consommation. Un Empire de huit cents millions d'êtres humains représentera la plus formidable concentration économique et financière que le monde ait jamais connue. La disparition de la possibilité d'une agression communiste donnera la possibilité de consacrer l'essentiel des ressources financières à l'aménagement de l'Empire et à son développement éco-

nomique, ainsi qu'à l'aide efficace et sérieuse aux pays amis du Tiers Monde. La nécessité d'une lutte continuelle, facteur de progrès des civilisations, doit être admise, mais cette lutte n'est pas forcément guerrière et dirigée contre d'autres hommes, elle peut et doit être dirigée contre la nature. La guerre n'a jamais été vraiment motivée par des causes purement économiques ou biologiques ; les tribus Amerindiennes de l'Amérique précolombienne parcouraient des centaines de kilomètres pour se battre entre elles, en négligeant pour cela l'exploitation de leurs propres territoires. Les motivations guerrières de l'espèce humaine sont purement psychologiques et relèvent d'un instinct d'agressivité inné. Il importera donc de détourner cet instinct vers le but, plus positif, de lutte contre l'environnement naturel, en vue de la transformation de la planète. Si en même temps, une solution est trouvée au problème du sous-développement, grâce à l'action de l'Empire d'Occident, alors pourra régner sur le monde une « Pax Occidentalis » au regard de laquelle la « Pax Romana » ou la « Pax Sinica » n'auront été que désordres, luttes intestines, anarchie et stagnation.

L'Empire d'Occident représente la possibilité d'adapter notre vie politique et sociale aux conditions du **xx^e siècle**. Les transformations constantes des sociétés humaines, dues aux prodigieux changements scientifiques de notre siècle exigent une nouvelle conception de l'Etat et de la société. Le nationalisme signifie la jonction entre la notion de l'individu socialement libre et responsable et la notion de la société ordonnée et hiérarchisée. Au sein de l'Etat populaire le citoyen sera intégré dans les structures souples et efficaces, où il pourra jouer son rôle de producteur et de contrôleur des activités de l'Etat. Les notions de responsabilité et de contrôle seront liées entre elles, ce qui n'est pas le cas dans la société démocratique. L'Etat populaire est le seul adapté aux nécessités de la société moderne.

Pour sauver le monde d'un conflit nucléaire qui pourrait être fatal à l'humanité, il faut éliminer les causes de conflit. L'existence d'un impérialisme communiste représente la principale possibilité de guerre ; pour faire

disparaître cette possibilité, il faut faire disparaître le communisme, intrinsèquement impérialiste et conquérant. Cette disparition doit être obtenue tout d'abord en bloquant par tous les moyens son expansion, en écrasant dans tous les pays non-communistes, ses soutiens locaux, en favorisant au sein du bloc soviétique les mouvements de libération nationale. Une fois le communisme refoulé et menacé en son sein même, une simple opération de police suffira pour amener son effondrement et le retour au sein des nations libres des peuples qu'il avait subjugué ou conquis. Une autre possibilité de conflit réside dans l'existence d'un tiers monde prolifique et miséreux. Pour résoudre ce problème, il ne s'agit pas, comme le font quelques demi-fous, de prêcher une guerre raciale contre les peuples de couleur. Il faut essayer de s'entendre avec ces peuples sur un partage équitable des ressources de la planète et sur les possibilités d'une élévation de leur niveau de vie grâce à notre soutien. Lorsque les nations du tiers monde verront que, par un accord avec notre Empire, il leur sera possible de sortir du cycle infernal de la sous-nutrition et du sous-développement, elles seront d'accord pour pratiquer avec nous une politique d'entente mutuelle, bénéfique pour tous. Alors, le monde débarrassé du péril communiste et des menaces de guerre raciale, pourra vivre dans la prospérité et le bonheur. Une ère de progrès continu se lèvera sur une planète libérée de ses maux familiers qu'elle traîne avec elle depuis l'apparition de l'Homme : la guerre, la peur et la misère.

L'acceptation de la notion de « sens de l'histoire » est devenue à peu près générale dans l'université française ; seule varie l'ampleur du déterminisme historique qui est introduit dans le destin des sociétés humaines. Cette notion apparaissant aux yeux de la droite comme un alignement sur les schémas marxistes, les « intellectuels nationaux » se refusent à considérer l'histoire comme mue par un dynamisme interne, allant vers un but inéluctable. Ce refus d'une histoire, moteur de l'humanité, ne nous laisse comme alternative que la conception maurrasienne, pour laquelle l'histoire est faite uniquement par

« les Héros et les Saints », sans intervention réelle de facteurs extérieurs aux personnages faisant l'histoire.

Une telle conception est séduisante pour ceux, qui, comme nous, croient à la valeur irremplaçable de l'action individuelle. Elle se heurte cependant à l'objection classique mais insurmontable, celle de l'action du milieu. Un Bonaparte ne peut se concevoir que face à l'éclatement d'une société en crise quelles que soient les déviations que son action personnelle ait pu, par moment, faire subir au cours de l'histoire.

Il n'en reste pas moins que certaines actions humaines jouent un rôle autonome au sein d'un devenir historique moins rigide que ne le veulent les marxistes. Un tel rôle nous paraît interdire de croire à un sens de l'histoire; il n'interdit pas de croire à un mouvement de l'histoire.

Nous ne prédisons pas à l'humanité un millénaire de bonheur, nous disons simplement que la réalisation de l'Empire d'Occident représente la seule chance de l'homme d'échapper à la destruction finale et de connaître enfin un autre sort qu'une guerre toujours présente et toujours recommencée.

IV

LA POLITIQUE ETRANGERE DE L'ETAT NATIONALISTE

Tels sont les principes qui doivent guider la politique étrangère de l'Etat nationaliste. Comment, aujourd'hui, peuvent-ils être appliqués à la situation actuelle? C'est sur cette esquisse d'une stratégie présente des Etats nationalistes que nous avons demandé à François Duprat de conclure son exposé.

I. — LES TACHES DE L'ETAT NATIONALISTE

L'Etat nationaliste, chargé d'assumer le destin de la Nation, a trois tâches essentielles :

- le maintien de l'indépendance nationale ;
- l'édification de la grandeur nationale ;
- le développement et la consolidation de la prospérité nationale.

Des solutions à apporter aux problèmes soulevés par la réalisation ou l'échec des trois aspirations vitales de la Nation dépendent le sort de notre Révolution. Il faut définir les méthodes et les moyens nécessaires à la réalisation de ce triple objectif. Force est de constater que, dans le monde actuel, face aux deux Super-Grands, U.S.A. et U.R.S.S., la France a une importance géo-politique restreinte. Comment assurer cependant l'indépendance de notre Patrie ?

Plusieurs méthodes sont envisageables, on peut concevoir une politique de bascule entre les deux blocs, la France jouant sur les contradictions existantes entre le monde socialiste et le « monde libre ». Malheureusement, une telle politique serait peu réaliste, le partage de l'Europe entre U.S.A. et U.R.S.S. est un fait, déplorable mais évident. La marge de manœuvre est très réduite pour un Etat européen, U.S.A. et U.R.S.S. étant toujours prêts à respecter leurs zones d'influence et à éviter des incursions trop ouvertes dans le domaine du voisin. La politique de bascule apparaît irréaliste, tant que le « dégage ment U.S. » n'aura pas eu lieu et que l'U.R.S.S. n'aura pas desserré son étreinte sur les pays de démocratie populaire. Le moins que l'on puisse dire est qu'une telle perspective n'est pas pour demain.

Reprenant ce qui fut la « Grande Pensée » de de Gaulle, on peut envisager une France prenant le leadership moral des pays non-engagés et devenant le maître à penser des Etats du Tiers Monde. La vanité d'une telle attitude a été fort bien ressentie depuis 1958. Les prétendus Etats « non-alignés » sont bien trop faibles, politiquement et économiquement, pour ne pas s'appuyer sur l'un des deux blocs (quand ce n'est pas sur les deux, comme le montre l'exemple de l'Algérie ou de la Guinée). Une politique de ce style ne rapporterait rien à la France, si ce

n'est de belles déclarations d'intention et des voyages gouvernementaux de prestige.

La seule solution possible réside dans la réalisation d'un ensemble plus vaste. La France s'y intégrerait, à condition que soient respectés sa spécificité et son génie propre. L'Europe apparaît comme un môle d'amarrage pour la France. Encore faut-il définir l'Europe que les nationalistes français veulent voir bâtir. Le premier impératif d'une telle construction réside dans le maintien des entités nationales et dans l'aide à apporter à leur plein épanouissement. On ne bâtira pas l'Europe sur les ruines de la Nation allemande ou de la Nation française. La solution la plus satisfaisante à court terme réside dans la naissance d'une Confédération européenne, où des organismes intégrés assureraient la défense de la confédération, sa représentation extérieure et la planification de son développement économique. Les trois impératifs nationalistes sont liés : l'indépendance de notre patrie sera garantie dans le cadre d'une Confédération européenne, son développement et sa prospérité seront facilités par son intégration dans un immense et prospère marché. Le Marché Commun, malgré ses tares (dus essentiellement à sa nature purement capitaliste), a déjà permis de substantiels progrès des économies des six Etats membres. La Confédération européenne, si elle parvient à s'étendre à l'ensemble de notre continent, de Brest à Brest-Litowsk, représentera la plus formidable puissance économique que le monde ait jamais connue. Un avenir de grandeur et de prospérité s'ouvrira alors pour tous les peuples d'Europe et, en particulier, pour notre peuple. Quant à la grandeur de notre Nation, nous, nationalistes français, pensons que notre tâche historique est de faire de la France la nation qui entamera le processus d'unification de notre continent. Sans tomber dans le moindre chauvinisme et le moindre impérialisme, nous voulons que la France soit l'élément moteur de la construction de la confédération européenne. Si nous menons à bien notre tâche, la France connaîtra un avenir glorieux, digne de son glorieux passé.

Pour que la France connaisse un tel avenir, il importe

qu'elle forme le premier cercle de la révolution « nationale européenne ». Dans cette libre et amicale compétition avec nos camarades européens, nous estimons que la France, du fait de ses structures en crise, du maintien d'un esprit national réel dans la majorité de son peuple, de l'existence d'un Régime ambigu et fragile, est le chaînon le plus fragile de la chaîne démo-capitaliste. Il doit donc sauter le premier, selon des modalités de type très différent de la révolution nationale grecque (qui, elle, pourrait bien être le modèle d'une future révolution nationale italienne). Alors qu'aucune perspective révolutionnaire n'apparaît, à l'heure actuelle, dans des pays comme l'Allemagne Fédérale ou la Belgique, ou, a fortiori, comme les pays scandinaves ou la Grande-Bretagne, il est aisé de noter que la France (et dans une certaine mesure l'Italie) est dans une situation que l'on pourrait qualifier de pré-révolutionnaire. A cette situation correspond de plus en plus une différenciation organisationnelle. La France et l'Italie sont les seuls Etats européens à disposer de partis nationaux-révolutionnaires structurés et combatifs, aptes à jouer un rôle dans une crise révolutionnaire. La restructuration du M.S.I., la naissance et le développement d'Ordre Nouveau correspondent très exactement aux suites du « Maggio Rampiante » italien et au Mai français, et surtout à l'incapacité des Sociétés libérales à y faire face.

A la lumière de ces faits, si Ordre Nouveau s'avère à la hauteur de sa tâche, la France pourra devenir, avec l'Etat nationaliste grec, le modèle des futurs « Etats-Unis d'Europe ».

Aussi, dès la réalisation de notre Révolution, entendons-nous réaliser une première confédération avec les Etats-frères, l'Espagne, le Portugal et la Grèce, en invitant les autres Etats à se joindre à nous. Le premier noyau de la confédération européenne devra servir de véritable vitrine au nationalisme, pour démontrer la valeur de l'Ordre Nouveau européen, que nous souhaitons voir adopter par toutes les nations de l'Europe.

Les Etats Nationalistes ainsi unifiés formeront le deuxième cercle de la révolution que nous voulons voir

s'accomplir. L'unité idéologique y précédera l'unité politique, économique et sociale.

Par contre, dans le souci de faire avancer le plus possible l'unité de l'Europe, nous pensons qu'une entente sera possible entre cette première union et les autres Etats européens non bolchevisés, sur la base d'un consensus politique et économique. Cette entente aura pour but d'éviter la cassure de l'Europe libre en deux blocs hostiles, cassure qui ne pourrait qu'être utilisée par les ennemis de l'indépendance européenne. Nous estimons que la prise de conscience du maintien de l'impérialisme soviétique sera le meilleur ciment pour l'édification d'une entente entre les divers types de régime européens. A mesure que la tendance américaine du « dégagement » aura pris corps, la nécessité d'une telle réunion serait apparente pour tous les Européens. Il s'agira de contrebalancer la menace toujours présente d'une agression, directe ou insidieuse, de la part de la Russie soviétique.

Le troisième cercle de la révolution occidentale sera cependant l'Europe tout entière, en y incluant les nations orientales asservies par Moscou, l'Europe dont les nations auront pris conscience de la nécessité de bâtir un Ordre Nouveau sur les ruines d'un vieux monde définitivement condamné.

L'Empire soviétique, miné par ses contradictions, ne pourra perpétuer l'esclavage des Nations d'Europe Orientale. Celles-ci rentreront dans le giron de notre civilisation. Notre vision d'unité ne doit pas se limiter au seul continent européen. Partout dans le monde, nos peuples ont essaimé, notre civilisation s'est répandue, notre culture a façonné des millions d'êtres. Toutes ces nations-sœurs, éparses à travers la planète, doivent, tôt ou tard, constituer une large union, face à la menace rouge. Nous, nationalistes, avons compris que face à une entreprise de subversion mondiale, la riposte ne pouvait être, elle aussi, que mondiale. Aussi pensons-nous que les nécessités de la croisade anticommuniste imposent le rassemblement de toutes les énergies occidentales. Ce rassemblement doit se faire en unifiant dans une communauté de combat tous les pays occidentaux.

Cette « Union Occidentale », quatrième cercle de la Révolution du xx^e siècle ne doit pas se figer dans des concepts racistes du type de « l'Occident Blanc ». S'il est évident et normal qu'un facteur racial commun soit un facteur d'unité, il serait stérile et politiquement inepte de ramener tout concept unitaire à un schéma de ce type.

Dans un monde dont l'avenir est conditionné par la disparition de la menace communiste, nous devons travailler à la réalisation d'une vaste alliance entre tous les peuples combattant le communisme. Quiconque combat réellement et concrètement le communisme est notre allié objectif.

II. — POUR UNE VÉRITABLE POLITIQUE MONDIALE

Aussi sommes-nous totalement aux côtés, des peuples de Corée du Sud, de Formose, du Viet-Nam, du Cambodge, du Laos, de Thaïlande ou des Philippines, qui luttent contre l'agression rouge. Concrétisant notre sympathie active dans nos campagnes en faveur des combattants Lao, Khmers et Vietnamiens, nous estimons que le futur Etat nationaliste français aura comme tâche primordiale de tout faire pour que l'Asie du Sud-Est échappe à l'emprise de la Chine Rouge. Notre ancienne communauté avec les peuples indochinois ajoute encore à cette obligation politique une obligation morale. Les soldats sud-vietnamiens, dans leurs offensives contre les bases rouges du Cambodge et du Laos, contribuent, en quelque sorte, à effacer Dien-Bien-Phu de l'Histoire. Notre devoir le plus sacré est de les y aider. Le Moyen-Orient soulève un problème infiniment plus complexe. Alors qu'Israël est, souvent, tenu pour une tête de pont occidentale au cœur d'un monde arabe de plus en plus pénétré d'influence soviétique, le roi Hussein de Jordanie, le Liban ou l'Arabie Séoudite peuvent être considérés, eux aussi, comme des alliés de l'Occident. Le facteur vital de toute politique occidentale doit être la volonté de réduire la pénétration russe dans les pays arabes. La

seule possibilité réside dans le retour à la paix. La guerre favorise les extrémistes procommunistes et ruinent progressivement l'influence occidentale, mettant en péril les régimes les plus anticomunistes. La base de retour à la paix doit résider dans l'acceptation par Israël de la résolution de l'O.N.U. de novembre 1967, l'évacuation des territoires arabes occupés et le règlement du problème des réfugiés palestiniens. La création d'un Etat palestinien représente une mesure de stricte justice, indispensable au rétablissement d'un climat de paix au Moyen-Orient. Cet Etat palestinien devra être réellement indépendant, par exemple en se fédérant avec l'Etat jordanien. Un libre accès à la mer devra lui être garanti, par le rattachement de la bande de Gaza. Les dédommagements financiers, dus par Israël, devront assurer le démarrage économique de l'Etat palestinien. La fin du conflit israélo-arabe devra s'assortir d'une vigoureuse offensive politique, économique et culturelle de l'Occident afin de reprendre sa place légitime au sein du monde arabe. Les vieux liens de la France, de l'Espagne et de la Grèce avec les Etats arabes devront être utilisés à plein pour cette tâche.

Nos relations futures avec le Maghreb devront être conditionnées par le respect de deux impératifs :

— Maintien de nos rapports étroits avec des pays dont l'histoire et l'économie impliquent un accord étroit avec la France.

— Maintien de nos droits et de nos intérêts dans ces pays.

Aussi devons-nous opposer aux spoliations du régime Boumedienne une politique de fermeté. Le strict respect des accords d'Evian est un minimum au-dessous duquel la France ne saurait descendre. La coopération franco-algérienne est liée à la réparation des injustices et spoliations commises par le gouvernement algérien. De la même façon que nous estimons justifiées les indemnités dues aux réfugiés palestiniens, de la même façon nous estimons qu'Alger doit indemniser les rapatriés d'Algérie. Cette position n'implique nullement que

nous nous sentions solidaires des compagnies pétrolières dont les intérêts ne coïncident pas avec ceux de notre peuple. Nous exigeons, par contre, que toutes les mesures nécessaires soient prises pour assurer l'indépendance énergétique de la France, même si les intérêts des compagnies pétrolières doivent en souffrir.

III. — LA CROISADE CONTRE LE COMMUNISME

La menace du communisme reste le facteur dominant de la politique mondiale. Malgré ses problèmes intérieurs (blocage de certains rouages économiques, vieillissement du personnel dirigeant, développement de la contestation) et extérieurs (Chine, Europe de l'Est), l'U.R.S.S. maintient sa poigne de fer sur son empire européen. Le refoulement de la puissance soviétique hors d'Europe est une nécessité vitale. Un Etat unifié européen doit être capable de jouer sur les contradictions intenses de l'Empire soviétique. Le soutien aux mouvements de libération de l'Europe de l'Est sera une arme très efficace dans ce travail de désintégration de la zone coloniale russe. Moscou ne parvient à maintenir son contrôle sur les satellites que parce que les Européens de l'Est savent bien ne pas pouvoir compter sur une aide des U.S.A. Le poids seul d'une unification de l'Europe de l'Ouest jouerait un rôle déterminant dans l'évolution de l'Europe de l'Est.

Pour faire face à la menace soviétique, dont les menaces répétées sur Berlin-Ouest marquent la permanence, il importe que l'Europe se dote d'une véritable force militaire. Le défunt projet de Communauté Européenne de Défense (C.E.D.), qui prévoyait une intégration très poussée (jusqu'au niveau du bataillon) peut parfaitement être repris. Dans ce cadre, les Forces de Frappe française et anglaise, les puissantes armées conventionnelles Ouest-allemande (après régénération idéologique de la Bundeswehr), espagnole, grecque et turque (en modernisant leur matériel) assureraient à l'Europe un parapluie protecteur efficace. La standardisation des équipements

assureraient très rapidement, et à moindres frais, un haut niveau de qualité aux matériels utilisés par les forces armées européennes. Une Défense Opérationnelle du Territoire (D.O.T.), repensée sur les modèles suisse ou suédois, donnerait à l'Europe des arrières assurés contre toute action subversive interne. Cette même D.O.T. serait un appui efficace au corps de bataille moderne, chargé d'affronter les forces blindées et mécanisées de l'agresseur soviétique.

Une fois que l'Union Européenne aura à sa disposition les moyens militaires d'une défense indépendante, il sera possible de jouer sur les contradictions internes de l'Empire soviétique. Les Soviétiques ne respectent que la force, ne sont prêts à négocier que si leur adversaire est de taille. Si une explosion au sommet se produisait à Moscou, hypothèse de plus en plus plausible, la libération de l'Europe de l'Est ne serait possible que si l'Europe de l'Ouest bloquait, par sa seule existence, une réaction violente de l'Armée Rouge.

Il en serait de même dans le cas d'une guerre ouverte entre la Chine et l'U.R.S.S. Il ne faudrait pas, à ce sujet, se laisser prendre à la propagande soviétique qui, de temps à autre, présente l'U.R.S.S. comme un ... bouclier de l'Occident face à l'Asie. Ce n'est pas la Chine qui asservit la Pologne ou la Tchécoslovaquie; ce ne sont pas les chars chinois qui sont stationnés à 300 kilomètres de Strasbourg, mais bien les blindés soviétiques. Il faudra donc que l'Europe de l'Ouest soit prête à profiter de toutes les crises, internes ou externes, que pourrait connaître l'U.R.S.S. pour œuvrer à la libération des « Démocraties Populaires ».

Quant à la Chine Rouge, dont les intrigues et les complots essaient de soulever les pays du Tiers Monde, elle reste encore relativement une puissance de second ordre. Malgré son développement rapide, très dangereux à moyen et surtout à long terme, elle n'a guère des moyens d'une politique ouvertement agressive.

Cette faiblesse explique d'ailleurs la prudence de la Chine dans le conflit vietnamien. La Chine se limite à aider le Nord-Vietnam et le Vietcong (quoique l'aide

russe soit beaucoup plus importante) et se garde bien d'affronter les U.S.A. par exemple en ouvrant un second front en Corée.

Mais si l'attitude chinoise reste très feutrée, elle ne saurait faire oublier les dangers extraordinaires que recèle la volonté de Pékin d'imposer son marxisme-léninisme, revu par Mao, au monde entier. Un affrontement armé russo-chinois serait probablement la meilleure chose de l'Occident, à condition de ne pas se mêler au conflit. L'épuisement des deux adversaires serait tel que leur emprise sur les pays voisins en serait effacée ou gravement compromise. Les dirigeants chinois et russes ont si bien compris les risques encourus par eux dans leurs querelles intestines qu'ils font tout pour diminuer la tension, lorsque la situation devient critique.

Si le conflit Moscou-Pékin ne se produisait pas, tout devrait être fait pour que le Japon, seul véritable contre-poids à la Chine Rouge en Asie, prenne la tête d'une nouvelle « sphère de co-prospérité asiatique », comme au temps de la DAI TOA (« Grande Asie »). Le Japon est de taille à faire face aux tentatives expansionnistes de la Chine Maoïste. On peut d'ailleurs penser que la prochaine disparition de Mao Tsé-toung et la probable « querelle des héritiers » paralyseront la Chine pour un assez long laps de temps. Dans cette optique, le dégagement américain d'Asie du Sud-Est serait une erreur tragique, si le Japon ne remplissait pas le vide ainsi créé. Malgré leur valeur et leur décision, les autres petits pays asiatiques n'ont pas les forces nécessaires pour le faire.

Dans le cas de la Chine, comme dans celui de l'U.R.S.S., seule la constitution d'un vaste ensemble unitaire peut permettre de faire face au défi communiste. Quant aux U.S.A., qualifiés pour cette tâche par leur formidable puissance économique et militaire, la lamentable stratégie suivie lors de la guerre du Vietnam et leur refus de remettre en cause le partage de l'Europe montrent combien est limitée l'action qu'ils pourraient entreprendre.

Les Etats anticommunistes doivent utiliser le bouclier atomique américain et l'aide matérielle des U.S.A., sans

se décharger sur Washington de leur tâche. Le meilleur moyen pour entraîner les U.S.A. dans une véritable croisade contre les Rouges réside dans la constitution de puissantes forces autonomes. Plus les U.S.A. auront des partenaires puissants, plus il sera possible d'orienter leur politique dans un sens positif. Il doit rester clair que l'existence même du Bloc Communiste est une menace permanente pour la paix et la liberté des nations occidentales. Tant que les Empires soviétiques et chinois poursuivront leurs plans de conquête mondiale, une lutte sans concession devra être menée contre eux. C'est à ce prix, et à ce prix seulement, que l'Occident pourra demeurer libre.

IV. — *POUR UNE ENTENTE ORGANIQUE DES NATIONALISTES*

Les nécessités de la lutte globale contre le communisme imposent la création d'un organisme de liaison entre les divers partis nationalistes. Un tel organisme aura comme tâche de planifier la lutte, d'assurer la coordination des efforts et de favoriser les échanges de renseignements et d'expériences entre les partis frères. Cet organisme ne devra pas prendre l'aspect d'un regroupement de type rigide et contraignant et devra respecter scrupuleusement l'indépendance d'action et de doctrine des partis membres. Il devra cependant être capable de résoudre les crises pouvant se développer entre les partis, par exemple sur des problèmes nationaux.

Mais cet organe directeur ne devra pas se limiter à une lutte anticomuniste. La lutte contre tous les internationalismes antioccidentaux, et, en particulier, le capitalisme, sera de son ressort.

Cette entente organique des nationalistes, entamée bien avant les Révolutions Nationalistes, permettra de résoudre le problème de la coexistence harmonieuse d'Etats nationalistes. Ayant pris l'habitude d'une coopération étroite, les partis la poursuivront aisément lorsqu'ils auront atteint le stade de responsabilités gouvernemen-

tales. La confédération des partis nationalistes d'Europe, par exemple, sera la représentation même de la future Confédération des Etats Nationalistes d'Europe. De la même façon, les liens cordiaux d'Ordre Nouveau et du M.S.I. préfigurent les relations encore plus harmonieuses et étroites qui uniront nos deux pays après la victoire de nos révolutions. L'organe de liaison, comprenant les représentants des partis nationalistes, sera le premier noyau des forces qui combattront pour que le communisme disparaisse à jamais.

Communiqué de l'Association des Juristes pour le respect de la vie

*L'« Association des Juristes pour le Respect de la Vie »
communiqué :*

218 Doyens et Professeurs des Facultés de Droit, membres du Conseil d'Etat, de la Cour des Comptes, de la Cour de Cassation, Magistrats et Avocats ont répondu à l'Appel de l'Association des Juristes pour le Respect de la Vie dont M. Jean FOYER, ancien Garde des Sceaux et président de la Commission des Lois à l'Assemblée Nationale, est le Président d'Honneur. Le Bureau de cette Association qui s'est réuni le 25 juin 1971 a décidé de lancer un appel solennel au Pays au moment où des propositions de Loi relatives à l'avortement font l'objet d'examen par les commissions parlementaires.

Il rappelle notamment que l'on peut affirmer avec une certitude scientifique absolue que l'Être Humain commence à la conception ; l'avortement, quels qu'en soient les motifs, est donc un crime qui, de surcroît, frappe un être innocent et sans défense. Accorder ce « permis légal de tuer » conduirait à méconnaître une des raisons d'être du Droit : la protection du faible. Auteurs et gardiens du Droit, les juristes demandent aux parlementaires de rejeter de telles propositions de loi et adjurent l'opinion publique de ne pas se laisser abuser par des propagandes fondées sur l'égoïsme et l'irresponsabilité.

L'Association appelle l'attention des Pouvoirs publics sur la nécessité de mesures sociales et économiques susceptibles de remédier aux problèmes douloureux posés par certaines maternités.

Parmi les signataires de la Déclaration de l'Association des Juristes pour le Respect de la Vie, on remarque les noms de :

78 Professeurs (dont les Doyens BOUZAT, JULIEN, LOUIS-LUCAS, SAVATIER).

11 Maîtres-Assistants et assistants des Facultés de Droit.

15 Magistrats (dont M. F. BROUCHOT, Premier Président Honoraire de la Cour de Cassation ; M. F. RONSIN, Premier Président de la Cour d'Appel d'Angers).

7 Membres du Conseil d'Etat (dont MM. A. COSTE-FLORET, LEFAS).

9 Membres de la Cour des Comptes (dont M. SAINT-RAYMOND, Premier Président Honoraire).

11 Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation (dont Maître JOLLY, ancien Président de l'Ordre).

87 Avocats (dont 6 membres du Conseil de l'Ordre de Paris).

Les personnalités suivantes ont assuré de leur soutien public l'Association des Juristes pour le Respect de la Vie :

Président d'Honneur : M. Jean FOYER, Président de la Commission des Lois de l'Assemblée Nationale.

Professeurs des Facultés de Droit.

M. le Doyen Battifol H.	M. Jambu-Merlin R.
M. Blanc-Jouvan X.	M. de Juglart M.
M ^{lle} Bongert Yvonne.	M. le Doyen Julien.
M ^{me} Boulet-Sautel G.	M. Kayser P.
M. le Doyen Bouzat P.	M. Lambert J.
M. Boyer L.	M. Lecaillon J.
M. Brejon de Lavergnée.	M. le Doyen Legal A.
M. Brethe de la Gressaye J.	M. Lemaignier J.-F.
M. Brière de l'Isle.	M ^{lle} Lemasurier J.
M. Cadart J.	M. Levasseur G.
M. Cardascia G.	M. le Doyen Louis-Lucas P.
M. Cartou L.	M. Mainvielle.
M. Chabas F.	M. Malaurie Ph.
M. Chavanne A.	M. Malinvaud.
M. Chevalier J.	M. Mazeaud H.
M. Cocatre-Zilgien A.	M. Mer L.-B.
M. de Rorail J.-L.	M. Montane de la Roque.
M. Coste-Floret P.	M. Ourliac.
M. Dauvillier	M. Percerou Roger
M. Delmas Saint-Hilaire	M. Ponsard A.
M. Desbois H.	M. Raynaud P.
M. Donnier M.	M. Rouast.
M. Drago R.	M. Sautel G.
M ^{lle} Dupont C.	M. le Doyen Savatier J.
M. Feuer G.	M. Seube.
M. Flory M.	M. Sicard G.
M. Flour J.	M. Tallon D.
M. Garello.	M. Timbal P.
M. Garrigou-Lagrange A.	M. Treillard J.
M. Gaudemet-Tallon.	M. Vandembesche.
M. Gore F.	M. Vasseur M.
M. Guiho P.	M. Villey Michel.
M. Guitton H.	M. Vouin J.-F.

Membres du Conseil d'Etat.

M. Aubin.	M. Lagrange M.
M. Coste-Floret A.	M. Lefas.
M. Fleck.	M. Watrin.
M. de Lacoste-Lareymondie A.	

Membres de la Cour des Comptes.

M. de Chillaz.	M. Richard P.
M. Le Conte Ph.	M. Riblier.
M. Coquebert de Neuville.	M. de Saint-Raymond.
M. Dorange A.	M. de Villaines.
M. Merveilleux du Vignaux.	

Avocats.

1° Avocats aux Conseils.

M. Colas de la Noue J.	M. Nicolay.
M. Galland H.	M. Pegnot.
M. Gauthier M.	M. Riche M.
M. Hennuyer R.	M. Rousseau.
M. Jolly.	M. Tetreau L.
M. Le Pany J.	

2° Membres du Conseil de l'Ordre de Paris.

M. Jaffre Y.-F.	M. Pettiti.
M. Le Tarnec.	M. Sur B.
M. Moore.	M. Wagner.

3° Avocats.

M. Antoni H.	M. Lebrette.
M ^{me} Aubin.	M. Le Gal.
M ^{lle} Berthet.	M. Lehmann.
M. Bertrand.	M. Le Marchand.
M ^{me} Bodin-Lemaistre B.	M. Le Moing-Poirel.
M ^{lle} Boiteau.	M. Lion.
M ^{me} Boussand-Dufour.	M. Lugi.
M. Bricault.	M. Menuet P.-E.
M. Cap.	M ^m Michel-Labarrère.
M. Casanova Y.	M. Moiroux.
M. Casens.	M. de Montfort M.
M. Catta.	M ^{lle} du Moulin de Labarthète.
M. Cedie R.	M. Murat.
M. Chapus J.-P.	M. le Bât. Pouzin J.
M. Champ de Merle P.	M. Paret-Guérin M.-J.
M ^{lle} Chatillon.	M. Parmentier.
M. Chavrier.	M. Patrimonio.
M ^{lle} Cheminade Y.	M ^{lle} Picard.
M. Collin.	M. Pige.
M. Degraces G.	M ^{me} Piussan.
M. Delbert J.	M ^{mo} Raffin-Lecomte.
M. Delibes.	M. Rendler.
M. Duguet.	M. Richard.
M. Duroyaume.	M. Riquier.
M. Fréau.	M. Rivet.
M. le Bât. Gonin J.	M. Roudie V.
M. Gonin J.-F.	M ^{me} Roughol.
M ^{lle} Granchet M.-M.	M. Roulleaux-Dugage.
M. Grandon.	M. le Bât. Roure M.
M. Hamelin.	M. Rovarino.
M. Hauchard.	M. de Saint-Chamas.
M. Jacquot de Saint-Gorgon.	M ^{me} Saint-Séné E.
M. Kalfèche M.	M. Savare.
M. le Bât. Kieffer J.-C.	M. Sphyras Ph.
M ^{me} Kraemer-Bach M.	M. Teissier.
M. Kraemer-Raine P.	M. le Bât. Testard.
M. le Bât. Lamoril.	M. le Bât. Tremolet de Villers H.
M ^{me} Langlois R.	M. Tremolet de Villers J.
M. Laudrin.	M. Varaut J.-M.
M. Laviolette-Slanka.	M. Vienot.

Le Gérant : Maurice BARDECHE.

Imp. H. DEVE & C^{ie}, EVREUX. — N° D'IMPRIMEUR : 1012.

Sous presse :

MAURICE BARDECHE

MARCEL PROUST romancier

TOME II

d'après les cahiers de brouillon inédits de Marcel PROUST

Plus de 200 références inédites.

1 Volume in-8° de 440 pages. — Prix : 30 F. H.T.

LES SEPT COULEURS

68, rue de Vaugirard, PARIS (6^e). — C.C.P. 2182.19 Paris

CONNAISSEZ-VOUS

ECRITS DE PARIS

la revue des questions actuelles ?

—:—

Spécimen gratuit sur demande

354, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er})

—:—

Extrait du catalogue des Editions des Sept Couleurs

68, rue de Vaugirard - Paris (6^e)

ACTUALITE

François DUPRAT. — Histoire des SS	30,00
B. de VIGNACOURT. — L'Agriculture soviétique de Lé- nine à Brejnev	12,00
Pierre FONTAINE. — L'aventure algérienne continue ..	12,00
Pierre FONTAINE. — Où mène le gaullisme?	7,50
Robert ANDERS. — L'Afrique australe	18,00

ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

Poèmes de Fresnes	9,00
Lettre à un soldat de la classe 60	12,00
Chénier	6,00
Les Quatre Jedis	épuisé
Domrémy	24,00
Lettres écrites en prison (1944-1945)	15,00

ŒUVRES DE PAUL RASSINIER

Le véritable procès Eichmann	30,00
Le Drame des Juifs Européens	24,00

ŒUVRES DE PIERRE FONTAINE

Alerte au pétrole franco-saharien	15,00
Le Pétrole du Moyen-Orient et les Trusts	15,00
U.R.S.S.-U.S.A.	15,00
Abd-el-Krim, origine de la rébellion Nord-Africaine	15,00
Enquêtes noires	15,00
Les Secrets du Pétrole	15,00
L'Aventure du Pétrole Français	18,00

ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

Lettre à François Mauriac	12,00
Nuremberg ou la Terre promise	24,00
Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs	18,00
Les Temps Modernes	12,00
L'Œuf de Christophe Colomb	12,00
Qu'est-ce que le fascisme?	12,00
Une lecture de Balzac	30,00
Sparte et les Sudistes	15,00

COLLECTION « DEFENSE DE L'OCCIDENT »

La Jeunesse	7,50
La Question noire aux U.S.A.	7,50
Crimes de Guerre des Alliés	7,50
Drames et problèmes de l'Afrique	7,50
L'agression israélienne et ses conséquences	7,50
Les Nouveaux Communistes	7,50
Le Rideau de fer bouge	7,50
La Comédie de la Révolution	7,50
Les Fascismes inconnus	7,50

Remise 10 % à tous les abonnés de « Défense de l'Occident »
Envoi franco contre chèque ou virement à notre compte
CCP, LES SEPT COULEURS, 218.219 Paris